

# LUTTE DE CLASSE

Union Communiste Internationaliste (trotskyste)

## Lutte ouvrière dans les élections régionales

Contre la bourgeoisie et ses serviteurs politiques  
**Faire entendre  
le camp des travailleurs**

**LUTTE  
OUVRIÈRE**

**LUTTE  
OUVRIÈRE**  
Contre  
la bourgeoisie  
et ses serviteurs  
politiques  
Faire  
entendre  
le camp des  
travailleurs

**LUTTE  
OUVRIÈRE**  
Contre  
la bourgeoisie  
et ses serviteurs  
politiques  
Faire  
entendre  
le camp des  
travailleurs

- **La révolte des Palestiniens**
- **Grandes manœuvres en Syrie**
- **Offensive contre les travailleurs en Italie**
- **La « guerre contre la drogue » aux États-Unis**
- **Les scop**
- **Le monde paysan**

## Au sommaire de ce numéro

Élections régionales : faire entendre le camp des travailleurs	1
Israël-Palestine : la révolte des Palestiniens	6
Syrie : grandes manœuvres russes et occidentales autour d'un pays dévasté	8
Italie : la bourgeoisie à l'offensive, le gouvernement à la manœuvre	14
La « guerre contre la drogue » aux États-Unis : une guerre du capitalisme contre les classes populaires	18
Les scop, des coopératives ouvrières dans un marché capitaliste	32
Quel avenir pour le monde paysan ?	37

## Abonnements

Pour un an

- France, Outre-mer 15 €
  - Outre-mer, par avion 17 €
  - Union européenne de l'ouest et Suisse 21 €
  - Amérique du Nord, Proche et Moyen-Orient, Asie 22 €
- Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie 24 €
- Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :  
Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020  
IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR



## Correspondance

Lutte ouvrière BP 233 - 75865  
Paris Cedex 18

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière  
<http://www.lutte-ouvriere.org>  
Site multilingue de l'Union  
communiste internationaliste  
<http://www.union-communiste.org>  
E-mail  
[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

## Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers



## Élections régionales: faire entendre le camp des travailleurs

**Ainsi que nous l'avons annoncé dans le numéro précédent de *Lutte de Classe*, Lutte ouvrière présentera des listes aux élections régionales des 6 et 13 décembre 2015, dans toutes les régions de France continentale ainsi qu'à La Réunion. Nos camarades de Combat ouvrier présenteront une liste en Guadeloupe, ainsi qu'en Martinique dans le cadre des élections à une nouvelle «collectivité territoriale».**

Toutes les raisons pour être présents dans ces élections peuvent, en réalité, être ramenées à une seule. Une campagne électorale est une occasion de défendre ses idées et son programme. C'est aussi une confrontation politique : une organisation communiste révolutionnaire se doit d'y être présente.

Ce n'est pas une décision de circonstance : nous avons toujours participé à toutes les élections, en fonction du moins de nos forces et de nos possibilités.

Nous l'avons fait chaque fois en dénonçant l'électorisme, c'est-à-dire la propagande développée par tous les courants politiques de la bourgeoisie qui prétendent que c'est précisément par le biais des élections que la population dispose de la possibilité de définir l'orientation politique du pays.

C'est une supercherie car aucune de ces élections, pas même celles qui désignent le président de la République ou la majorité parlementaire, n'a le pouvoir de changer l'ordre économique et social capitaliste, qui fait qu'en dernier ressort le véritable pouvoir appartient à la grande bourgeoisie.

Ce pouvoir, celui du grand capital, ne pourra être renversé que par l'action révolutionnaire du prolétariat visant à disloquer

l'appareil d'État de la bourgeoisie, dont ni la nature de classe ni même la composition et le fonctionnement ne sont affectés par quelque élection que ce soit.

Malgré cette conviction fondamentale de la nécessaire substitution à l'État de la bourgeoisie du pouvoir étatique de la classe ouvrière, les communistes révolutionnaires qui se revendiquent de la tradition de Marx et de Lénine n'ont jamais négligé les élections dans le cadre des institutions bourgeoises. Elles offrent l'occasion d'opposer aux différentes nuances de la politique bourgeoise une politique correspondant aux intérêts de la classe exploitée et, par là même, de contribuer à la prise de conscience de celle-ci.

### LA PERCÉE DU FRONT NATIONAL

Ces élections régionales interviennent à une période où la classe capitaliste, aiguillonnée par la crise de son économie, mène une offensive contre la classe ouvrière. Le gouvernement PS est l'instrument politique de cette offensive, tout autant que l'était son prédécesseur de droite.

Écœurée par la politique du PS au pouvoir, une part croissante de l'électorat ouvrier se

détourne de la gauche pour se réfugier dans l'abstention, quand il ne cherche pas à substituer, aux illusions perdues en la gauche gouvernementale, des illusions plus lourdes de conséquences dans le Front national « qu'on n'a encore jamais essayé ».

La hausse de l'abstention préoccupe surtout la caste politique, et guère la bourgeoisie elle-même. Si l'alternance de la gauche et de la droite s'esouffle et devient de moins en moins apte à donner du crédit aux élections et au décorum démocratique pour dissimuler la dictature du capital, une autre alternance se dessine : celle opposant le FN aux partis parlementaires qui ont dominé la vie politique jusqu'à maintenant.

Avec la percée électorale du FN, ce n'est pas seulement un tripartisme qui se met en place à la place du bipartisme actuel, mais aussi l'illusion d'une autre forme d'alternance, sur fond de droitisation et d'évolution réactionnaire des partis de la bourgeoisie.

Le FN se présente comme le rival de ce qu'il désigne comme l'UMPS. Rival, il l'est incontestablement, comme ont été si longtemps rivales entre elles, et le restent, la droite et la gauche, l'UMP sous ses dénominations fluctuantes et le PS. Mais rivaux

dans le cadre du même mécanisme du parlementarisme bourgeois. Principalement pour cette raison fondamentale que les composantes du nouveau tripartisme se situent toutes sur le terrain de la société capitaliste, sur celui de la domination de la bourgeoisie. Aujourd'hui déjà, les trois pôles qui se dessinent dans la vie politique bourgeoise, en même temps qu'ils sont rivaux, sont tout aussi complices dans le même jeu électoral à la façon « je t'aime, moi non plus ».

La propagande du FN et son essor électoral sont fondés sur la déconsidération de la gauche et de la droite auprès de leurs électeurs respectifs. C'est ce repoussoir qui est le meilleur argument de l'extrême droite. Mais, symétriquement, la gauche comme la droite se retrouvent autour d'un même slogan : « Votez pour moi, c'est la façon la plus efficace de faire barrage au FN ».

Que cette convergence politique entre le PS et la droite se concrétise au deuxième tour dans certaines régions par un « front républicain » ou pas, n'a aucune espèce d'importance. Il est cependant facile de prévoir que ce « front républicain » a plus de probabilités de se réaliser par l'abdication d'une liste PS en faveur de la liste de droite que l'inverse. De fait, à l'argument diffusé par le FN,

« seul contre tout le système politique », s'oppose l'argument « faire barrage au FN ». C'est l'unique contenu des gesticulations de Cambadélis pour prôner l'unité de toute la gauche autour du PS. Gesticulations à gauche, auxquelles répondent celles de Xavier Bertrand dans la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie et même celles d'un Estrosi en PACA, se posant tous les deux en ultime barrage contre l'accession d'un membre de la dynastie Le Pen à la tête de leurs régions respectives.

Autant dire que non seulement ces gesticulations convergentes ne feront pas barrage au Front national, mais elles le servent sur le plan électoral. Quant à la menace que la progression même seulement électorale du FN encourage tous ceux qui, en son sein ou sur ses marges, militent pour une option fascisante, ce ne sont certainement pas les fanfaronnades des Cambadélis, Estrosi et consorts qui les décourageront. Mais l'acuité de cette menace dépend infiniment plus de l'aggravation de la crise économique que de ce qui se passe sur la scène parlementaire.

Face à l'ensemble de tous les candidats qui se placent tous sur le terrain du capitalisme et gouverneront tous, s'ils accèdent au pouvoir, au profit de

la bourgeoisie, il est indispensable que s'affirme un courant politique qui n'entre pas dans ce jeu-là et qui s'oppose, non pas à tel ou tel camp politique de la bourgeoisie, mais à son pouvoir sur l'économie et la société. Un courant qui exprime les intérêts de classe des travailleurs.

### UNANIMITÉ DES PARTIS BOURGEOIS CONTRE LES SALARIÉS D'AIR FRANCE

Le hasard de l'actualité récente fait que ces élections auront lieu deux mois après ce qui s'est passé à Air France, où l'annonce d'un plan massif de suppressions d'emplois a déclenché la réaction des futures victimes de ce plan, avec l'épisode du DRH et d'un autre haut cadre obligés de fuir, chemises en lambeaux.

L'incident a déclenché les vitupérations unanimes aussi bien des grands médias que des dirigeants des grands partis pour condamner la « violence » des salariés menacés de licenciement, tout en restant fort discrets sur les licenciements et la violence que représente, pour un salarié et sa famille, le fait d'être poussé vers le chômage. Comme on sait, la police et la justice ont apporté leur petite touche à cette réaction de classe, la première en arrêtant au petit matin plusieurs salariés et la seconde en entamant une procédure judiciaire contre eux.

Tous les grands partis, du FN au PS, se sont associés à ce réflexe de classe. Valls, Premier ministre socialiste, a été en tête pour traiter les salariés de voyous, relayé par l'homme de droite Sarkozy qui a repris l'expression chienlit, popularisée – si on peut dire – par de Gaulle en mai 1968.

Il faut toute l'arrogance de cette caste politique pour être persuadé que, dans deux mois, lesdits voyous, transformés en



De l'art de tomber la chemise...

électeurs courtisés, en resteront sagement à choisir entre tous ces laquais du grand patronat.

Mais refuser de choisir entre des partis qui ont en commun leur servilité envers les riches et les puissants et leur mépris des exploités, en se contentant de s'abstenir, c'est encore les laisser continuer à jouer la petite comédie des affrontements politiques.

L'arrogance de tout ce beau monde a réveillé du côté des travailleurs, des salariés, le sentiment que ces gens-là croient pouvoir tout se permettre. L'émotion que cela a soulevée parmi les salariés a été une réaction de classe, élémentaire sans doute, mais unifiant la grande majorité des travailleurs dans un même sentiment d'injustice et de dignité bafouée. Même les escarmouches limitées peuvent contribuer, à certains moments, à la prise de conscience du monde du travail.

Il est nécessaire de donner une expression politique à ce sentiment de classe. Il est nécessaire de montrer que la lutte de classe domine la vie sociale, même si d'ordinaire elle est menée à sens unique par la bourgeoisie et même si tous ceux qui ont pour fonction de formater l'opinion, hommes politiques, médias, nient cette réalité pour ànonner des discours sur l'intérêt national et autres balivernes.

## DÉFENDRE UNE POLITIQUE DE CLASSE

Voilà pourquoi il n'est pas question pour Lutte ouvrière d'abandonner l'expression d'une politique de classe au profit d'on ne sait quelle combinaison électorale. Pas même avec ceux – associations plus ou moins apolitiques – qui essaient d'exprimer à l'occasion d'une

élection leur opposition à telle ou telle conséquence de la société d'exploitation. Et à plus forte raison il n'est pas question de noyer le langage de la lutte de classe pour s'acoquiner avec des partis ou des regroupements de déçus de la gauche qui se détournent du PS au pouvoir après l'avoir aidé à s'y hisser.

Pour les communistes révolutionnaires, les élections constituent une occasion de se faire entendre à une échelle plus large que d'ordinaire. Mais plus important encore est le fait que leur présence dans les élections permet que s'exprime une fraction de l'électorat ouvrier, fût-elle petite. Pour modeste que soit le courant politique qui s'exprime à l'occasion des élections successives en votant pour Lutte ouvrière, la persistance de ce courant, en maintenant levé un drapeau politique, prépare les conditions dans lesquelles peut émerger dans l'avenir un parti communiste révolutionnaire.

Et il y a autre chose. L'évolution de plus en plus réactionnaire de la vie sociale fait qu'il serait naïf de s'attendre à un succès électoral des listes se revendiquant du camp des travailleurs. Mais c'est précisément ce contexte qui rend leur présence encore plus nécessaire.

La montée électorale du FN n'est qu'une des manifestations de l'évolution réactionnaire des choses. Une autre est la droitisation de tous les partis institutionnels de la bourgeoisie. C'est peu dire que la gauche au gouvernement est la copie conforme de son prédécesseur de droite. C'est peu dire que la droite reprend à son compte les aspects les plus réactionnaires de la démagogie de l'extrême droite. Cette droitisation des principaux partis de la bourgeoisie, leur démagogie sur les terrains les plus abjects, répercutés et amplifiés par les médias, estampillés par de pré-

tendus intellectuels, est un des facteurs de l'évolution rétrograde de la société. Mais elle en est aussi le reflet. Reflet du « chacun pour soi », de l'individualisme forcené, des repliements communautaires, de la montée des fondamentalismes, de toutes ces manifestations d'une société en perdition.

Cette poussée réactionnaire se manifeste avec plus ou moins de brutalité un peu partout dans le monde. Par endroit, dans les urnes seulement, par une poussée vers les formations chauvines, xénophobes. Dans un nombre croissant de pays, elle se manifeste par la violence des affrontements armés. Elle s'exprime aussi par ces vagues de migration des victimes, politiques ou économiques, de la domination impérialiste dans le monde; par la multiplication des barbelés, matériels et moraux, dressés entre les peuples.

Il est d'autant plus vital d'affirmer la présence d'un courant qui n'a certes pas le pouvoir d'empêcher l'évolution réactionnaire des choses, mais qui a foi dans l'avenir de l'humanité. Et cette confiance en l'avenir de l'humanité, il la puise dans la conviction que le prolétariat retrouvera non seulement sa combativité mais aussi sa conscience de classe, c'est-à-dire la conscience du rôle irremplaçable qu'il est appelé à jouer dans le renversement de l'organisation capitaliste de la société en train de sombrer dans la barbarie.

**Les idées essentielles que nous comptons défendre dans la campagne des élections régionales sont résumées dans la profession de foi ci-dessous, qui est commune à toutes les listes « Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs ».**

23 octobre 2015



**TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS, CHÔMEURS ET RETRAITÉS,  
VOUS TOUS QUI N'AVEZ PAS DE CAPITAUX À FAIRE FRUCTIFIER  
ET QUI NE POUVEZ VIVRE QUE DE VOTRE SEUL TRAVAIL,**

Vous qui êtes menacés de licenciement ou subissez le chômage, la précarité, l'écrasement des salaires, la montée de la pauvreté alors que les profits des grandes entreprises explosent et que leurs propriétaires et actionnaires continuent de s'enrichir malgré la crise,

Vous qui êtes révoltés par le mépris des riches parasites et de leurs porte-parole, hommes politiques et journalistes, à l'égard des travailleuses et des travailleurs qui les font pourtant vivre et s'enrichir. Vous qui rejetez les discours arrogants de ceux qui licencient, ferment des usines, ruinent des régions, ont encore le culot d'accuser les travailleurs de ne pas travailler assez et osent rendre les chômeurs responsables du chômage,

**SERVEZ-VOUS DE VOTRE BULLETIN DE VOTE AUX ÉLECTIONS RÉGIONALES  
POUR DIRE QUE VOUS N'ÊTES PAS D'ACCORD !**

**ÉLECTEURS DES CLASSES POPULAIRES,**

Vous qui êtes écœurés par le gouvernement PS, élu grâce à vos voix mais qui trahit depuis plus de trois ans le peu de promesses qu'il avait faites et exécute servilement les quatre volontés du grand patronat et des banquiers, comme l'ont fait les gouvernements de droite dont il a pris le relais,

Vous qui ne marchez pas dans l'escroquerie du Front national lorsqu'il se pose en ami du

Vous qui ne supportez plus la mainmise de la finance sur tout, les hôpitaux, la poste, les transports publics, ce qui a pour résultat de démolir les services publics utiles à l'ensemble de la population,

Vous qui ne voulez pas fermer les yeux devant la barbarie qui monte partout dans le monde, autant celle des bandes terroristes que celle des États qui prétendent les combattre en utilisant la même violence aveugle mais à une plus grande échelle. Vous qui êtes indignés par une société où des êtres humains sont contraints de fuir leur pays, chassés par la misère et les guerres, et sont repoussés ici, en Europe, par des murs, des barbelés et la violence des États,

peuple alors que son ambition est d'accéder au gouvernement pour servir les riches et les possédants comme ses rivaux de la droite et de la gauche, mais avec des méthodes encore plus brutales et un langage encore plus réactionnaire,

Vous qui êtes écœurés par l'unanimité de la caste politique, du PS au FN, qui au nom de la compétitivité approuve les patrons licencieurs

et justifie la violence que représente pour un salarié d'être privé de son gagne-pain, mais qui traite en criminels les victimes lorsqu'elles se défendent,

Vous qui en avez assez de ce système politique où « plus ça change, moins ça change », sans pour autant vouloir vous taire en vous abstenant,

### **EXPRIMEZ-VOUS SELON LES INTÉRÊTS DE VOTRE CLASSE, CELLE DES EXPLOITÉS !**

Les salariés, les chômeurs, les retraités, n'ont rien à attendre des conseils régionaux, quelle que soit leur composition.

Pour les clans politiques liés à la bourgeoisie locale et aux notables qui se disputent la majorité et la direction du conseil régional, l'enjeu est de se partager le gâteau du budget régional, les marchés publics et les subventions diverses.

Voter pour eux, ce serait simplement permettre à un clan de notables de l'emporter sur un autre. Ce serait apporter votre caution aux grands partis dont ces listes se revendiquent.

Ceux qu'on a déjà vus à l'œuvre ont gouverné en fonction des intérêts de la grande bourgeoisie, des banquiers et des riches. Le Front national en fera autant si les grands partis rivaux lui font une place autour de la mangeoire. Renforcer les préjugés racistes et la haine envers les travailleurs immigrés, c'est diviser les travailleurs, les dresser les uns contre les autres, c'est affaiblir le monde du travail et servir la soupe au grand patronat.

Voter pour les uns ou pour les autres revient à les absoudre de leur politique passée et cautionner leur politique future. C'est accepter d'être grugés, trahis, sans rien dire. C'est les encourager à continuer.

Lutte ouvrière présente une liste dans cette région, comme dans les autres, pour que l'électorat populaire ait un autre choix, qu'il puisse dire tout haut qu'il ne se sent pas représenté par des serviteurs de la bourgeoisie.

Le bulletin de vote ne permet pas de changer les choses. Mais il permet d'affirmer qu'il existe parmi les travailleurs un courant qui n'accepte pas de se taire et met en avant des exigences vitales pour le monde du travail ;

contre le chômage, il faut imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, l'embauche des intérimaires et de toutes les catégories de précaire ;

il faut imposer une augmentation générale des salaires et des retraites et les protéger par une indexation sur les hausses de prix, des impôts et des taxes ;

il faut imposer la suppression du secret des affaires afin que la population puisse constater que les grandes entreprises et les banques pillent toute la société avec la complicité de l'État. Les profits ainsi accumulés par la grande bourgeoisie suffiraient à financer la création d'emplois utiles et à préserver les classes populaires face à la crise de l'économie capitaliste.

Lutte ouvrière se revendique de la tradition communiste du mouvement ouvrier, de tous ceux qui dans le passé se sont battus pour la fin de la dictature du grand capital sur la société et pour la mise en commun des richesses et des moyens de les produire.

Personne ne pourra se tromper sur le sens des votes pour les listes de Lutte ouvrière. Ils signifieront que le rejet du gouvernement socialiste ne vient pas de la droite ou de l'extrême droite, mais du camp opposé.

### **VOTEZ LUTTE OUVRIÈRE ! VOUS CONTRIBUEREZ À CE QUE S'AFFIRME, DANS CES ÉLECTIONS, LE CAMP DES TRAVAILLEURS !**

**LA LISTE LUTTE OUVRIÈRE – FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES  
TRAVAILLEURS REPRÉSENTE LES CONVICTIONS QUI ONT TOUJOURS ÉTÉ  
LES MIENNES.**

**J'APPELLE LES TRAVAILLEUSES ET LES TRAVAILLEURS QUI PARTAGENT  
MES IDÉES À VOTER POUR CETTE LISTE.**

**Arlette LAGUILLER**



## Israël-Palestine : la révolte des Palestiniens

**Depuis la mi-septembre, les affrontements entre Palestiniens et soldats israéliens sont devenus quotidiens. Limités au début à la partie arabe de Jérusalem et à la question de l'accès à l'esplanade des Mosquées, ils se sont généralisés à l'ensemble de la Cisjordanie.**

Depuis le début, le gouvernement israélien s'est engagé dans la voie d'une escalade de la répression : aggravation des peines de prison contre les « lanceurs de pierres », autorisation donnée d'user de tirs à balles réelles, déploiement de troupes en Cisjordanie. Pour la première fois, les autorités israéliennes ont organisé le bouclage des quartiers arabes de Jérusalem en installant des *checkpoints*, des points de contrôle, pratique réservée jusque-là aux villes de Cisjordanie. Une nouvelle étape a été franchie, dimanche 18 octobre, avec la construction d'un mur de deux mètres de haut destiné à séparer le quartier arabe de Jabal Moukabber, d'où sont originaires certains des auteurs des récentes attaques anti-israéliennes, du quartier

de colonisation juive d'Armon Hanetsiv. Présenté comme provisoire, ce mur doit, à terme, atteindre trois cents mètres de long selon une porte-parole de la mairie de Jérusalem.

Mais face à l'aggravation de la répression, la mobilisation, loin de diminuer, n'a fait que s'approfondir, gagnant une partie de la jeunesse palestinienne. Aux groupes de jeunes lançant des pierres sur les militaires s'est ajoutée la vague d'attentats au couteau, créant de nouveau parmi la population juive de Jérusalem un climat d'insécurité qui rappelle la période de la précédente *intifada* (soulèvement), au début des années 2000.

Jour après jour, le nombre de victimes augmente : le 18 octobre, au moment où nous écri-

vons cet article, au moins 42 Palestiniens avaient déjà été tués et des centaines d'autres blessés, alors que du côté israélien on dénombrait sept morts et des dizaines de blessés.

Ces jeunes, étudiants, lycéens et même collégiens qui se mobilisent depuis plusieurs semaines expriment leur révolte face aux violences et aux humiliations subies quotidiennement dans les territoires occupés, et plus généralement, face au mépris et à l'arrogance dont témoigne le gouvernement israélien.

### UN GOUVERNEMENT ISRAËLIEN DE PLUS EN PLUS À DROITE

Depuis son arrivée au pouvoir en 2009 en tant que Premier ministre, Netanyahu a fait montre d'une intransigeance provocante vis-à-vis des Palestiniens et donné à sa politique un caractère particulièrement brutal. Rappelons qu'il y a un an, en août 2014, les opérations militaires israéliennes contre la bande Gaza ont fait plus de 2 000 morts et 11 000 blessés palestiniens.

En mai 2015, Netanyahu s'est allié aux partis les plus à droite pour parvenir à consti-



De jeunes Palestiniennes lancent des pierres contre des soldats israéliens à Bethlehem, le 15 octobre 2015.

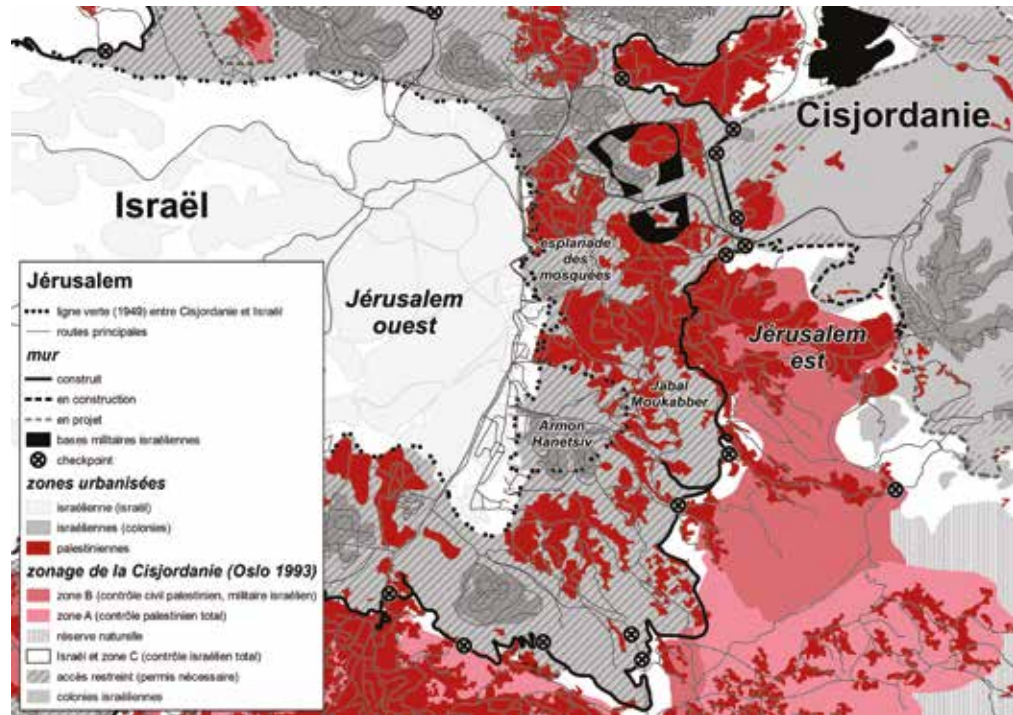


tuer son gouvernement. Deux partis ultra-orthodoxes, Shass et Judaïsme unifié de la Torah, y ont obtenu des ministères ainsi que le Foyer juif, dont l'un des dirigeants, Naftali Bennett, a été le porte-parole des colons de Cisjordanie. Il siège aujourd'hui dans le gouvernement israélien en tant que ministre de l'Éducation, aux côtés de deux autres membres de son organisation qui détiennent les portefeuilles de la Justice et de l'Agriculture. Plus encore que les précédents, ce gouvernement apparaît comme un « gouvernement des colons », autorisant la construction de centaines de logements dans les colonies juives autour de Jérusalem-Est et en Cisjordanie, expulsant des Palestiniens de leurs habitations déclarées illégales.

Résultat de cette politique de colonisation, selon l'ONU, les Palestiniens, au nombre de 300 000, seraient devenus minoritaires face aux 356 000 colons israéliens dans la zone C de la Cisjordanie, les 60 % de cette région restés entièrement sous contrôle administratif et militaire israélien. À ces colons s'ajoutent près de 200 000 autres, qui vivent dans différents quartiers de Jérusalem-Est.

## LE TERRORISME DES COLONS

Bénéficiant d'une totale impunité, ces colons, multiplient les provocations et les agressions contre des Palestiniens. En juillet dernier, à Douma, dans le nord de la Cisjordanie, un attentat perpétré par des colons a provoqué la mort d'un bébé palestinien de 18 mois, brûlé vif. Cet acte était loin d'être isolé puisque, depuis le début de l'année, ce ne sont pas moins de



120 actes de violence « liés aux colons » qui ont déjà été recensés en Cisjordanie (Jérusalem-Est inclus) par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA). Ce terrorisme n'épargne pas les Juifs eux-mêmes : en août 2015, une jeune fille a été poignardée par un intégriste juif lors de la *Gay Pride* à Jérusalem.

Si le gouvernement de Netanyahu se montre l'un des plus à droite qu'ait connus Israël, il faut souligner que le Parti travailliste, aujourd'hui dans l'opposition, n'a pas mené une politique fondamentalement différente vis-à-vis des Palestiniens quand il était au pouvoir. Entre 1967 et 1979, les gouvernements travaillistes n'ont jamais cessé d'encourager la création de colonies en Cisjordanie, dont ils ont organisé l'occupation. Après la signature des accords d'Oslo en 1993 par le travailliste Rabin, prévoyant la création d'une Autorité palestinienne et présentés comme

inaugurant un prétendu « processus de paix », le rythme de création d'implantations juives s'est encore accéléré.

Enfin, il faut souligner que Netanyahu se livre à une surenchère guerrière car il sait pouvoir compter sur le soutien indéfectible des grandes puissances, à commencer par celui des États-Unis, qui voient dans l'État israélien un des piliers de l'ordre impérialiste dans la région.

Ainsi, la révolte actuelle est le fruit de cette situation devenue insupportable à toute une partie de la jeunesse palestinienne. On ne peut qu'être totalement solidaire de sa lutte et il faut souhaiter qu'une partie de la population juive elle-même se refuse à continuer d'appuyer la politique de son gouvernement, qui la condamne à vivre dans l'insécurité et sous la menace d'une extrême droite de plus en plus omniprésente.

20 octobre 2015



## Syrie : grandes manœuvres russes et occidentales autour d'un pays dévasté

**Début septembre, François Hollande s'est lancé dans une nouvelle aventure guerrière en ordonnant des frappes aériennes contre l'État islamique (Daech) en Syrie, alors que jusqu'à présent l'impérialisme français se limitait à combattre ce groupe armé du côté irakien. Les justifications invoquées sont toutes plus hypocrites les unes que les autres. Lutter contre le terrorisme ? Mais c'est justement le terrorisme d'État des grandes puissances qui est le terreau sur lequel pousse le djihadisme. Quant à aider les populations syriennes qui fuient la barbarie de Daech en les bombardant, qui peut encore être dupe des fameuses « frappes chirurgicales » qui tueraient les djihadistes et épargneraient les civils ? Sans oublier le fait qu'en France même le nombre de migrants que le gouvernement se vante d'accueillir est dérisoire au regard de la catastrophe qui se déroule en Syrie.**

Militairement et diplomatiquement, la puissance qui a renforcé son intervention en Syrie n'est pas la France mais la Russie. Alors si une nouvelle coalition, déclarée ou officieuse, se met en place et si l'on s'achemine vers un règlement politique de la question syrienne, l'impérialisme français veut en être partie prenante pour pouvoir y défendre ses intérêts. Telle est la raison véritable de l'intervention militaire française, si insignifiante soit-elle en comparaison.

Si les médias ont présenté le renforcement militaire russe en Syrie comme une surprise, ce n'en était certainement pas une pour les dirigeants des grandes puissances, à commencer par les États-Unis. Faire transiter pendant des semaines par le détroit du Bosphore des dizaines de bâtiments militaires de la mer Noire à la base russe de Tartous sur la côte méditerranéenne de la Syrie, envoyer des dizaines de chasseurs et bombardiers sur l'aéroport de Lattaquié situé au nord de Tartous, tout cela n'a pu se faire sans que

les services de renseignement américains soient au courant, sans doute même prévenus à l'avance, voire qu'ils aient donné leur accord.

Quand Obama a reçu Poutine à New York lundi 28 septembre à l'occasion de l'assemblée générale des Nations unies, il l'a immédiatement et ouvertement traité en allié potentiel dans le conflit militaire syrien.

Les déclarations exaspérées de dirigeants américains et français à l'occasion des premières frappes militaires russes contre « l'opposition syrienne » au dictateur Bachar el-Assad ne sont que des postures. Si ces bombardements avaient réellement gêné les États-Unis, ils ne se seraient pas contentés de simples déclarations. En réalité, l'intervention russe prend sa place dans une réorientation de la stratégie de l'impérialisme américain, enclenchée depuis des mois sinon au moins deux ans. Pour tenter de résoudre le problème que lui posent les chaos syrien et irakien dont il est pourtant à l'origine, il cherche à s'appuyer sur des forces qu'il avait

précédemment combattues : certaines milices intégristes chiites irakiennes et l'Iran qui les soutient, les milices kurdes de Syrie, et au final le régime de Bachar el-Assad lui-même. Et il compte sur la contribution des forces militaires déployées par Poutine.

### LES RAPPORTS DE LA SYRIE AVEC LA RUSSIE ET LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

Les liens des dirigeants de la Russie, et de ceux de l'URSS avant eux, avec la dictature syrienne remontent à loin. Les régimes nationalistes arabes de Syrie, d'Irak ou encore d'Égypte avaient établi des liens économiques et diplomatiques avec l'URSS dès les années 1950. Ainsi au début des années 1970, sous la dictature d'Hafez el-Assad, père de Bachar, le port de Tartous, à l'aménagement duquel l'URSS avait contribué, devint une base navale soviétique.

Ces liens de longue date ont fait que, lorsqu'en 2011, dans la foulée de ce que la presse a appe-



GETTY IMAGES

Obama et Poutine trinquant ensemble en marge d'une assemblée générale de l'ONU, le 28 septembre 2015.

lé le « printemps arabe », Bachar el-Assad a été contesté par des manifestations populaires, la Russie a toujours voté contre toute intervention de l'ONU en Syrie. Déjà à l'époque, cette position russe convenait bien aux dirigeants occidentaux, qui préféraient laisser la dictature mater toute contestation populaire sans avoir à justifier leur passivité complice auprès de leur opinion publique.

Une fois le mouvement populaire écrasé, la contestation au pouvoir syrien prit le visage des milices armées, dont certaines ultraréactionnaires soutenues par les puissances régionales locales comme la Turquie, l'Arabie saoudite, la Jordanie ou le Qatar. Les États-Unis et dans leur sillage les autres puissances impérialistes occidentales voulaient alors saisir cette opportunité pour essayer de se débarrasser de Bachar el-Assad. Car même

si le régime syrien n'avait plus rien de l'anti-impérialisme du nationalisme arabe des années 1950, il n'était pas non plus totalement soumis à la politique de l'impérialisme dans la région.

Cette tentative fut un échec. Le régime d'Assad, même très affaibli, parvint à se maintenir. Et, de la myriade de milices financées et armées directement par les puissances régionales et indirectement par les grandes puissances comme les États-Unis et la France, n'émergea aucune force capable de représenter une alternative à Assad... si ce n'est finalement Daech, qui s'avéra encore moins maîtrisable par l'impérialisme que le régime syrien.

Alors, même si les États-Unis ont continué à condamner la dictature d'Assad et à financer et à armer des groupes militaires s'opposant à lui, ils ont

commencé à envisager une politique alternative comptant sur la Russie et l'Iran, les deux alliés d'Assad. Ainsi, au printemps 2015, une offensive militaire contre Daech fut organisée en Irak avec l'aval des États-Unis, rassemblant des troupes du gouvernement officiel irakien et aussi des milices chiites qui s'étaient précédemment battues contre la présence américaine en Irak, tout cela sous la direction d'un général iranien, chef des troupes d'élites iraniennes al-Qods.

Ce revirement vis-à-vis du dictateur syrien n'en est pas vraiment un. Depuis que les États-Unis sont devenus l'impérialisme dominant dans cette région du monde, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ils n'ont cessé de chercher parmi les forces en présence celles sur lesquelles ils pouvaient s'appuyer pour conforter leur

politique du moment et combattre celles qui leur tenaient tête. Pendant des décennies, le régime syrien, à cause de son nationalisme et de ses liens avec l'URSS, a été mis à l'index. Mais cela n'a pas empêché les États-Unis de le solliciter quand ils en avaient ponctuellement besoin. Ainsi, c'est avec la bénédiction du gouvernement américain que les troupes d'Hafez el-Assad entrèrent au Liban en 1976 pour stabiliser la situation de ce pays. Et c'est sous la pression des États-Unis que ces mêmes troupes quittèrent le Liban en 2005.

De 2008 à 2011, la dictature syrienne est même à nouveau devenue respectable. Bachar el-Assad fut invité par Sarkozy à Paris pour le défilé du 14 juillet 2008, et un traité de libre-échange fut conclu entre la Syrie et la Turquie d'Erdogan dans le cadre de sa « nouvelle politique ottomane ». À chaque fois, les choix de l'impérialisme, à commencer par ceux de l'impérialisme américain, ont contribué à ces changements.

En ce qui concerne la Russie, c'est sans doute la menace de voir Tartous, sa dernière base navale en Méditerranée, menacée par l'avancée des milices anti-Assad qui a été le déclencheur de son intervention. Mais ses objectifs vont bien au-delà. En envoyant une force militaire non négligeable, Poutine se propose de jouer un rôle central dans la lutte contre Daech, en tentant de structurer une nouvelle coalition contre Daech avec les troupes d'Assad, celles du gouvernement irakien, celles de l'Iran, en passant par les milices kurdes. Ainsi, fin septembre, la Russie a créé à Bagdad une cellule de coordination en matière de renseignement et de sécurité comprenant, en plus d'elle, l'Irak, l'Iran et la Syrie.

Tout en cherchant à défendre ses intérêts propres dans la région, la Russie se prépare donc à jouer le rôle de coordi-

nateur de la lutte anti-Daech, bien consciente qu'elle rend ainsi service à un impérialisme américain dépassé par la situation qu'il a lui-même créée. Les dirigeants américains n'envisagent pas du tout d'envoyer leurs propres troupes au sol. Leur dernière expédition militaire de la sorte, en Irak en 2003, n'a abouti qu'à engendrer un chaos ahurissant et surtout, du point de vue des intérêts impérialistes, l'émergence de forces bien moins maîtrisables que celles que cette intervention était censée combattre.

En Syrie, même si la Russie et les États-Unis restent des rivaux, ils sont aussi avant tout des complices et leurs intérêts sont plus convergents que contradictoires.

*Le Figaro* a récemment publié les déclarations d'une source anonyme proche des services de renseignement américains, contactée le 4 octobre, juste après les premières frappes russes. Elle affirme, selon le journal, que l'espoir d'une coopération avec les Russes est au cœur de la stratégie américaine. « Toutes les vociférations que vous entendez sur le fait que les Américains se sont fait prendre par surprise par Moscou sont fausses ! », dit cette source. Elle explique que les États-Unis ont engagé des conversations « depuis des mois » avec les Russes et que, au-delà du désaccord sur Assad, « Moscou et Washington partagent des intérêts » sur le dossier que « les Américains essaient d'exploiter pour régler le conflit ». « C'est très difficile, cela prendra sept à dix ans. Mais n'oubliez pas que les Russes nous ont aidés sur l'Iran. Le groupe 5 + 1 [États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Chine et Allemagne, NDLR] est toujours actif, l'idée est de l'utiliser pour régler la crise syrienne, en amenant autour de la table les pays du Golfe, la Turquie et les autres. Les Français nous aident », dit cette source.

## LA BARBARIE DES MILICES ISLAMISTES

Les premières frappes militaires russes n'ont touché que très partiellement Daech et ont surtout visé les autres milices de l'opposition à Assad, parce qu'elles menaçaient militairement le plus immédiatement le dictateur syrien, et par voie de conséquence les bases de l'armée russe en Syrie. C'est ce qui a donné lieu aux déclarations irritées des Occidentaux, à commencer par des dirigeants français. « Les Russes frappent les résistants et les civils », a dit Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères français : « Soutenir la lutte contre Daech, oui, nous le faisons ! Nos avions sont allés là-bas pour bombarder. Mais s'il s'agit de mettre en avant, prétendument, la lutte contre Daech pour en fait taper les résistants et conforter Bachar, non ! »

En bon professionnel de la diplomatie, Fabius n'a évidemment aucun scrupule à jouer les défenseurs des populations civiles syriennes au moment même où l'armée française engage son aviation dans des bombardements qui tueront eux aussi des civils. Par ailleurs, les groupes que Fabius appelle pudiquement des « résistants » sont en réalité dans leur grande majorité des milices islamistes. Ces milices qui combattent le régime de Bachar el-Assad sont autant rivales qu'alliées, et n'ont rien à envier à Daech du point de vue de la barbarie dont elles sont capables et du point de vue des idées réactionnaires dont elles se revendiquent.

Parmi cette opposition si respectable aux yeux de Fabius, les groupes militaires les plus importants hors Daech sont le Front al-Nosra, lié à al-Qaïda, le groupe Jaysh al-Islam (« armée de l'islam »), et le groupe Ahrar al-Sham dont certains responsables ont fait une partie de leur carrière de djihadistes dans le

groupe État islamique en Irak, ancêtre de Daech.

Aux yeux des grandes puissances occidentales, ce qui rend plus présentables ces « résistants », pour reprendre l'expression de Fabius, est qu'à la différence de Daech ils prétendent limiter leur combat à la Syrie et jurent qu'ils ne porteront par leur djihad hors de ce pays. Quoi qu'il en soit, cela ne change pas grand-chose pour la population syrienne.

Ainsi, au début du printemps 2015, le Front al-Nosra et le groupe Ahrar al-Sham se sont ligüés avec d'autres milices pour former l'Armée de la conquête, lors d'une offensive qui a abouti à la prise de la ville d'Idlib dans le nord-ouest de la Syrie. Le régime mis en place par cette coalition ressemble terriblement à ce que Daech impose dans les régions qui tombent sous sa coupe : imposition de la charia par la force, obligation pour les magasins de fermer durant la prière, couples infidèles traqués, femmes adultères lapidées en public... En juin, une vingtaine de personnes de confession druze ont été assassinées

dans un village environnant suite à une simple altercation avec des membres d'al-Nosra. Et comme le Qatar et l'Arabie saoudite qui financent cette Armée de la conquête craignent de plus en plus qu'elle n'échappe à leur contrôle, voire qu'elle s'allie à Daech, ces pays envisagent de s'appuyer sur la troisième de ces milices, l'Armée de l'islam, surtout présente dans la banlieue de Damas et dirigée par Zahran Allouch, un salafiste convaincu.

Les groupes militaires de l'Armée syrienne libre (ASL) n'ont jamais été réellement unifiés et ont toujours constitué un ensemble très disparate. Dans certaines régions, derrière cette étiquette, se retrouvent des troupes souvent très proches des milices islamistes. À l'occasion de l'offensive sur Idlib, des troupes de l'ASL se sont insérées dans l'Armée de la conquête. Dans d'autres régions, c'est l'inverse, elles se font anéantir par les milices djihadistes. Au cours de l'automne 2014 et de l'hiver 2015, le Front al-Nosra a ainsi exterminé deux groupes de l'ASL.

Les États-Unis avaient annoncé en février 2015 qu'ils allaient

mettre en place, en Turquie et en Jordanie, un programme d'entraînement et de formation par des instructeurs américains de 15 000 combattants syriens. En septembre 2015, seulement 54 combattants avaient été formés. Un général américain a même officiellement reconnu que seuls « quatre ou cinq » combattants étaient toujours actifs en Syrie. Car la cinquantaine de soldats envoyés durant l'été pour combattre Daech, appelés la Division 30, furent attaqués et en grande partie capturés par le Front al-Nosra, pour finalement rejoindre les troupes de la milice djihadiste avec six camions chargés de missiles et de munitions.

Devant cette situation sur laquelle ils n'ont pas prise, les États-Unis ont choisi d'appuyer les milices kurdes syriennes, les Unités de protection du peuple kurde (YPG), qui combattent Daech dans le nord-est de la Syrie avec un certain succès. Cet appui a commencé à Kobané, cette ville kurde adossée à la frontière turque, qui fut encerclée par Daech à partir de septembre 2014. In extremis,



REUTERS

Des djihadistes d'Ahrar al-Sham, près de Damas en 2013.

par des bombardements, les États-Unis ont aidé les milices kurdes à repousser l'offensive islamiste. Puis ils ont continué à les soutenir lorsqu'elles ont repris à Daech la ville syrienne de Tal Abyad, frontalière avec la Turquie, qui était un point de passage des armes, du pétrole et des recrues pour l'organisation djihadiste.

Il n'y a évidemment aucune raison humanitaire dans les choix américains. Face à Daech, les YPG sont, parmi les groupes armés existants, ceux capables d'une certaine efficacité militaire. Par ailleurs, les États-Unis ont su négocier leur soutien grâce à l'entremise des dirigeants kurdes d'Irak, intervenus au moment du siège de Kobane. Ces derniers sont des alliés des États-Unis depuis l'intervention de 2003 en Irak et même depuis l'intervention précédente, à l'occasion desquelles les États-Unis leur ont donné la possibilité de contrôler de façon quasi autonome le Kurdistan irakien et ses réserves pétrolières.

Évidemment, le gouvernement turc a du mal à accepter ce soutien américain aux milices kurdes. Pour le président Erdogan, les YPG sont les alliés syriens du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc, qu'il présente comme l'organisation terroriste numéro un à écraser. Lui-même a d'ailleurs tout fait pour affaiblir les YPG, en continuant à fournir des aides à Daech à travers la frontière turco-syrienne.

Le choix américain de laisser la Russie organiser une nouvelle coalition contre Daech en s'appuyant sur le régime d'Assad, sur l'Iran, les milices irakiennes chiïtes et sur les milices kurdes, a froissé plusieurs des alliés traditionnels des États-Unis. Outre le soutien aux milices kurdes, la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar ne voient pas d'un bon œil l'intégration d'Assad dans un front anti-Daech, et le fait que leurs propres alliés sur le

terrain militaire syrien, ces milices islamistes qu'ils ont contribué à mettre en place, soient désormais des cibles au même titre que Daech. Et puis le retour au premier plan de l'Iran, concurrent régional de taille, ne leur plaît pas plus. Cependant, vu les intérêts économiques et politiques qui lient ces pays aux États-Unis, il est probable que, tout en tentant de continuer à défendre en sous-main leurs propres intérêts, ils devront finir par se faire une raison et se plier à la nouvelle orientation américaine.

### LA SOLLICITUDE FRANÇAISE ENVERS LES MONARCHIES PÉTROLIÈRES

Les contradictions de la diplomatie américaine ont eu une autre conséquence. Elles ont ouvert de nouvelles opportunités à l'impérialisme de second rang qu'est la France. Les dirigeants français n'ont ainsi pas perdu une occasion de se faire les relais des protestations de l'Arabie saoudite, notamment quand les États-Unis ont commencé à négocier avec l'Iran sur son programme nucléaire. C'est pourquoi Hollande, Valls et Fabius ont été parmi ceux qui ont protesté le plus fort contre les frappes militaires russes à l'encontre des milices soutenues par l'Arabie saoudite.

Se contenter des restes de la diplomatie américaine, cela rapporte ! Des chantiers de la Coupe du monde de football au Qatar pour Bouygues, Vinci et consorts, aux avions Rafale de Dassault vendus au Qatar et à l'Égypte grâce à un financement saoudien, tout comme les porte-hélicoptères Mistral, les affaires sont allées bon train. Et ce n'est pas fini. Lors du dernier déplacement de Valls au Proche-Orient, mi-octobre, 50 milliards de commandes et d'investissements étaient en jeu. Cela concerne le domaine de

l'industrie militaire, mais aussi celui du nucléaire avec un projet de construction de deux réacteurs EPR pour Areva et EDF, ou encore celui de l'aéronautique avec la vente d'Airbus A350 et A380 pour la flotte de Saudia Airlines. Même une offre de modernisation des systèmes de défense antiaérienne de l'armée saoudienne proposée par Thales pour 4,5 milliards de dollars, et qui avait été précédemment écartée il y a trois ans au profit d'un concurrent américain, a été ressortie des cartons. Qu'est-ce que ces richissimes émirs saoudiens ne feraient pas pour remercier l'impérialisme français de se faire le porte-parole de leurs ambitions contrariées par les intérêts supérieurs de l'impérialisme américain au Proche-Orient ?

Enfin, en s'appuyant sur ces monarchies pétrolières, l'impérialisme français cherche à se constituer des points d'appui dans la perspective d'un éventuel règlement politique de la situation syrienne. Tous les acteurs savent qu'il faudra composer avec le régime d'Assad pour tenter de mettre fin au chaos et mettre en place un pouvoir de transition, mais avec quelles autres forces ? Et quels seront les liens que les différentes puissances régionales et impérialistes auront avec ce nouveau pouvoir ? Pour l'impérialisme français, l'enjeu est l'accès aux ressources de la région, comme le pétrole, mais aussi aux éventuels marchés de la reconstruction. Dans cette perspective, les soutiens saoudiens et qataris peuvent être des relais importants.

\*\*\*

Alors, l'intervention de la Russie aboutira-t-elle à une réelle stabilisation de la situation, en Syrie et plus globalement dans cette région où des millions de femmes et d'hommes, en l'espace de quelques années, ont vu leur vie basculer dans l'enfer de la guerre civile ? Toutes les

ingérences cumulées des puissances impérialistes au long des dernières décennies ont introduit un tel niveau de chaos dans cette région, et par ailleurs l'économie capitaliste s'enfonce dans un tel marasme qu'on se demande bien ce qui pourrait être dans tout cela source de stabilisation durable. D'autant plus que toutes les puissances jouent un double jeu, d'un côté participant à la lutte contre Daech, mais de l'autre poussant aussi leurs propres pions. Et il y a fort à parier que les dernières manœuvres des uns et des autres ne mettront pas fin au chaos, et tout au plus modifieront la répartition des rôles en

développant de nouvelles forces toujours plus réactionnaires.

Beaucoup présentent l'opposition entre d'un côté le camp d'Assad, de l'Iran et des Kurdes, et de l'autre celui de Daech, des milices islamistes, de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie, comme une opposition fondamentale entre un camp chiite et un camp sunnite. C'est confondre le fond avec les apparences, et cela revient aussi à attribuer la responsabilité de la barbarie que subissent les populations à ces populations elles-mêmes et à leur supposé sectarisme religieux. Dans bien des régions de Syrie, il n'y a encore que quelques années, les

populations vivaient mélangées sans problème. C'est la politique de l'impérialisme qui a produit ces divisions et les a exacerbées. Dresser les populations les unes contre les autres a toujours été un principe de base de la politique impérialiste, quitte à créer des fossés de sang.

Alors, tant que les rapports capitalistes domineront l'organisation sociale, les rapports impérialistes domineront les rapports entre les peuples. On ne supprimera pas les uns sans supprimer les autres. Voilà aussi pourquoi le sort des peuples du Proche-Orient et la situation des exploités ici sont intimement liés.

17 octobre 2015



REUTERS

Une rencontre entre François Hollande et le roi Salmane d'Arabie saoudite en 2014.



## Italie: la bourgeoisie à l'offensive, le gouvernement à la manœuvre

Réunis pour leur assemblée annuelle l'été dernier, les patrons de la Confindustria, l'équivalent italien du Medef, ont déclaré leur satisfaction quant aux mesures prises par le gouvernement. Mais après que leur président, Giorgio Napolitano, se fut exclamé : « *Les mesures de ce gouvernement réalisent les rêves des industriels* », le patronat a exprimé de nouveaux souhaits. En effet pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Après toute une série d'attaques contre les travailleurs, il affirme maintenant la nécessité de « *revoir le modèle contractuel, afin de lier étroitement la rétribution et la productivité* », ajoutant : « *Il faut innover dans l'organisation du travail au sein de nos entreprises et, pour cela, établir des règles complètement nouvelles en termes de contrats collectifs.* »

En clair, les patrons réclament que ce qu'ils pratiquent déjà à coups de dérogations devienne la loi générale, permettant de les libérer des contrats collectifs et de « négocier », c'est-à-dire d'imposer, entreprise par entreprise, les conditions de travail et de salaire qu'ils désirent.

### RENZI : L'HOMME PROVIDENTIEL DE LA BOURGEOISIE

Celui qui réalise les rêves de Napolitano, Matteo Renzi, est à la tête du gouvernement depuis un an et demi. Politicien du Parti démocrate, le parti de centre gauche, il s'est fait élire sur son image d'homme jeune et dynamique, revendiquant le sobriquet de « rottamatore », littéralement « démolisseur », et promettant d'envoyer à la casse les vieux politiciens et leur immobilisme. Il est vrai qu'il n'a pas perdu de temps : au nom du changement et même de la justice sociale envers les jeunes travailleurs, il a concocté sa réforme du travail, affublée,

modernité oblige, d'un nom anglais, le Jobs Act. Elle s'ajoute à celles que ses prédécesseurs, qu'ils soient issus de regroupements de gauche comme Prodi, de droite comme Berlusconi ou abrités derrière l'étiquette « technique » comme Monti, avaient déjà fait passer pour reculer l'âge de la retraite, légaliser le recours à toutes sortes de contrats précaires, ou encore réduire à pratiquement rien l'article 18 du Statut des travailleurs, qui garantissait la réintégration des travailleurs licenciés sans cause valable.

En février dernier, au moment où paraissaient les premiers décrets d'application du Jobs Act, Renzi s'enthousiasmait : « *Les vieux tabous sont enfin dépassés et nous offrons aux jeunes des perspectives d'avenir. La loi s'oppose enfin à la précarité.* » La lutte contre la précarité est en effet la justification de Renzi à l'une des mesures phares du Jobs Act, le « *contrat à droits croissants* ». Cette nouvelle version du contrat à durée indéterminée permet en réalité au patron de congédier le sa-

larié à n'importe quel moment pendant trois ans, contre une indemnité ridicule. La seule partie « croissante » des droits de ce contrat, ce sont les indemnités plus élevées en cas de licenciement injustifié, en fonction du temps passé dans l'entreprise. Mais elles ne peuvent de toute façon pas dépasser 24 mensualités ! Et bien entendu, des exemptions de charges sociales sont prévues pour remercier les patrons qui auront la bonté d'embaucher des salariés avec ce nouveau contrat.

Le refrain n'est pas différent de celui qu'on entend de toutes parts : il faut permettre au patronat de licencier encore plus facilement pour qu'il embauche et supprimer les garanties dont jouissaient les travailleurs auparavant pour que les jeunes sortent de la précarité. Bien évidemment, la réalité est tout autre : la généralisation de la précarité pour l'ensemble des travailleurs n'aboutit qu'à augmenter les bénéfices des patrons, certainement pas l'emploi. D'après les statistiques officielles, le chômage des jeunes, en aug-





Accolades et sourires complices entre Giorgio Squinzi, président de la confédération patronale Confindustria, et Matteo Renzi, le chef du gouvernement italien.

mentation constante depuis 2009, a d'ailleurs atteint 43% en juin dernier.

### DES ANNÉES DE RECULS POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Le rouleau compresseur qui remet en cause leurs droits l'un après l'autre contribue à la démoralisation des travailleurs. D'autant plus qu'en Italie comme dans de nombreux pays, dont la France, les attaques les plus violentes de ces dernières années ont été portées par des gouvernements de gauche. Le « chantier de démolition » de tous les droits conquis par les travailleurs au cours des grandes luttes précédentes a été entrepris par des coalitions gouvernementales dirigées par la gauche, avec par exemple la suppression de l'échelle mobile des salaires, les premières attaques contre les retraites, l'introduction des premiers contrats précaires, etc.

S'y ajoute la disparition des militants politiques se réclamant des intérêts du monde du travail. Le Parti communiste n'avait certes pas attendu de se débarrasser de son étiquette « communiste » en se transformant en Parti démocrate de gauche, puis en Parti démocrate tout court (PD), pour trahir les intérêts de la classe ouvrière. Mais après son autodestruction et la quasi-disparition des militants communistes, il n'a été remplacé par aucune force un peu substantielle se réclamant de la classe ouvrière. Au contraire même, ces dernières années, même le petit parti de la Refondation communiste, formé par ceux qui n'avaient pas voulu abandonner cette référence, a choisi de se fondre toujours plus dans des coalitions plus larges, noyant son identité, cédant à l'air du temps antipolitique et à la mode de la « politique autrement », dont on ne sait guère ce qu'elle signifie, sinon

le fait de ne pas se situer sur un terrain de classe.

Les perspectives et les objectifs de classe ne sont pas mieux portés par les directions syndicales. La CGIL, qui occupe la place qui est celle de la CGT en France, a certes organisé une journée de grève générale et de manifestation à l'automne 2014, contre le Jobs Act. Et elle avait fait en sorte qu'elle soit un succès, les militants relayant l'appel dans les entreprises et le syndicat affrétant cars et trains spéciaux pour faire venir à Rome les dizaines de milliers de militants qui souhaitaient se faire entendre et voir.

Mais si la journée montrait le rôle que peuvent jouer les militants de la CGIL, elle montrait aussi les limites politiques dans lesquelles sa direction se situe. Convoquée alors que les dispositions du Jobs Act étaient pratiquement adoptées et placée sous le mot d'ordre ambigu « Pour le travail », elle était sur-

tout l'occasion pour Susanna Camusso, la dirigeante du syndicat, de dénoncer le fait que le gouvernement de Renzi soit passé en force, sans rechercher le dialogue social et l'accord de la CGIL. Elle en profitait également pour mettre en avant ses propositions pour une politique d'investissements industriels, sa vision des atouts de l'Italie... Sur le fond, la CGIL se place ainsi sur le même terrain que Renzi, sur le terrain de la bourgeoisie, en revendiquant des « solutions » qui seraient moins dures aux travailleurs mais tout aussi efficaces pour le patronat. On était loin des objectifs qui auraient pu permettre à la fraction des travailleurs la moins démoralisée par la situation de se sentir confortée dans sa volonté de s'opposer au Jobs Act et aux attaques continuelles du patronat.

Dans cette « Italie qui repart », pour reprendre l'expression favorite de Renzi, la bourgeoisie est à la fête et la classe ouvrière subit un recul après l'autre. Ce qui ne veut pas dire que les travailleurs restent sans réactions et ne tentent rien pour s'opposer aux attaques. De manière plus ou moins spontanée, avec ou sans les appareils syndicaux, des mobilisations, des mouvements de mécontentement, voire des mouvements de grève se produisent, y compris dans les secteurs les plus précaires de la classe ouvrière. C'est le cas, par exemple, des travailleurs de la logistique, le plus souvent immigrés, embauchés sous contrats précaires, payés au lance-pierre par des entreprises sous-traitantes, qui ont mené une longue lutte pour obtenir des salaires et des conditions de travail décentes et ont eu à s'imposer à des patrons voyous.

Ces réactions, venant souvent de secteurs isolés et de travailleurs qui se battent le dos au mur, ne suffisent évidemment pas à inverser le rapport de force actuel. Il faudrait pour cela des mobilisations à une

tout autre échelle. Pour l'heure, le mécontentement accumulé dans les classes populaires se traduit surtout en amertume et en découragement. Les dernières élections régionales, en mai dernier, ont vu le PD, le parti de Renzi, s'effondrer et l'abstention atteindre des records puisqu'un électeur sur deux ne s'est pas déplacé. Dans certaines régions, la Ligue du Nord, le parti d'extrême droite qui joue sur le même registre anti-immigrés que le Front national en France et des formations semblables en Europe, a fait une percée.

### QUELLES PERSPECTIVES POUR LES TRAVAILLEURS ?

Dans leur document politique adopté cette année, nos camarades de l'Union communiste internationaliste qui éditent en Italie le journal *L'Internazionale* tirent de la situation sociale et politique les conclusions suivantes :

*« La nécessaire riposte ouvrière aux attaques conjointes du patronat et du gouvernement se heurte à une série de facteurs concrets. Le premier est le chômage de masse et son pouvoir de chantage et d'intimidation. Mais la soumission des bureaucraties syndicales aux intérêts du capitalisme pèse tout autant. Ceux qui devraient représenter les travailleurs et en défendre les intérêts sont en réalité une des entraves majeures à leur riposte. Il est donc urgent de former une nouvelle génération de cadres et de dirigeants du mouvement ouvrier, qui redonnent à la classe ouvrière confiance dans ses propres forces, la fierté de son identité de classe et un horizon vers lequel se tourner. Cette nécessité nous amène, encore une fois, sur le terrain de la politique et du parti.*

*Regardons le "monde de la politique" : les vieux partis qui se réfèrent, au moins formellement, à la tradition du mouve-*

*ment ouvrier, PCI et PSI, sont morts depuis longtemps. Le Parti démocrate, le PD, a été transformé encore un peu plus par Renzi en une sorte de comité électoral incolore. Pour Renzi, le PD est le Parti de la nation, une définition plus significative qu'il n'y paraît. [...]*

*Hors du Parti de la nation au pouvoir, on trouve des organisations plus ou moins extrémistes comme celle du Mouvement cinq étoiles de Grillo ou comme la Ligue de Salvini. S'il semble improbable qu'ils deviennent des partis de gouvernement, ils sont utiles à tous les pouvoirs tant qu'ils réussissent à canaliser le mécontentement populaire dans des impasses. La propagande raciste et anti-immigrés de la Ligue de Salvini représente un danger d'autant plus grand que les effets sociaux de la crise poussent de plus en plus souvent à des épisodes de "guerre des pauvres", accompagnés d'actes de violence contre les immigrés.*

*À tout cela s'ajoute la corruption persistante, illégale ou légalisée des politiciens et hauts bureaucrates, obstinés et arrogants dans la défense de leurs privilèges. Si c'est là l'« offre politique » présentée aujourd'hui à l'électorat ouvrier, il ne faut pas s'étonner de l'importante augmentation des abstentions à chaque tour de scrutin. L'idée même d'organisation au sein d'un parti politique est irrémédiablement compromise aux yeux de la jeunesse ouvrière. On jette l'enfant avec l'eau du bain ; avec la pourriture de la politique bourgeoise, on rejette la politique en général ou au moins la politique de parti.*

*C'est une tendance qu'il faut combattre car la classe ouvrière a ses propres intérêts et a besoin d'une politique pour les défendre et les faire avancer. La crise met à l'ordre du jour, pour les travailleurs et pour les classes les plus pauvres, une politique opposée à celle des partisans et des serviteurs du capitalisme italien*

et international, une politique communiste.

À la misère, on ne peut répondre que par des mesures radicales nécessaires, comme le partage du travail entre tous à parité de salaire, ou comme l'institution d'un salaire minimum légal qui permette une vie décente. La politique nécessaire à la classe ouvrière doit aussi s'exprimer sur l'immigration, en encourageant la fraternisation entre travailleurs de tous les pays, en cherchant et en construisant des occasions de lutte et d'organisations communes. [...]

Un monde de revendications, de projets, d'objectifs peut prendre corps à partir du capital politique issu de la tradition marxiste. Mais l'action politique d'une classe exploitée a besoin de continuité, elle a besoin d'instruments pour mener des batailles et pour capitaliser les expériences qui en résultent, elle a besoin d'hommes qui fassent leurs, tant

par l'étude que par la lutte, ces expériences et celles des générations passées, elle a besoin d'un travail de propagande permanent pour atteindre les couches les plus larges de travailleurs et de la population. [...]

Voilà pourquoi il faut un parti de la classe ouvrière et voilà pourquoi ce parti doit se baser sur ce qui a déjà été acquis dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire : la théorie et le programme des communistes.

Certes, pour qu'il se forme un grand parti communiste, reconnu comme sien par la majorité des travailleurs, il faut toute une série de facteurs et de véritables événements et expériences historiques. Reste le fait que ceux qui se reconnaissent dans cet objectif ne peuvent rester les bras ballants dans l'attente de ces grands événements. Au minimum, il y a la nécessité de convaincre un nombre plus large de personnes de cette nécessité. Une telle tâche

exige déjà un certain niveau d'organisation et une régularité dans l'engagement militant. À cela on doit ajouter la nécessité, pour chacun des divers groupes de militants communistes révolutionnaires déjà existants et dispersés dans toute l'Italie, de trouver des moments de confrontation des idées et des pratiques militantes.

Les idées que nous défendons sont une fenêtre ouverte sur l'avenir de l'humanité. Mais les idées n'avancent pas seules, elles doivent être propagées, expliquées par des hommes en chair et en os, d'une génération à l'autre. Nous n'attendons pas que le marxisme survive grâce à quelque courant culturel ou à quelque professeur universitaire ! Ses principes et son contenu révolutionnaires ne peuvent être défendus et transmis que par des militants ouvriers, des militants communistes. »

15 octobre 2015



GATTY - IL PIACENZA

Manifestation en novembre 2014 contre les fermetures d'entreprises à Livourne, organisée par la Coordination des travailleurs livornais. Sur la banderole : « S'ils en attaquent un, ils nous attaquent tous ».



## La « guerre contre la drogue » aux États-Unis : une guerre du capitalisme contre les classes populaires

**L'article ci-dessous est la traduction d'un article publié par Class Struggle (n° 85, août-septembre 2015), le magazine trimestriel de l'organisation trotskyste américaine The Spark.**

Deux jours après que Freddie Gray eut succombé sous les coups de six policiers dans un fourgon de la police de Baltimore, en avril dernier, le *New York Times* lançait une série d'enquêtes spéciales : « Un million et demi d'hommes noirs manquent à l'appel. » Le journal expliquait ainsi : « Peut-être que le plus saisissant de la situation est ceci : plus d'un homme noir sur six, qui devrait avoir aujourd'hui entre 25 et 45 ans, a disparu de la vie quotidienne. »

Disparus ? Ils ne se sont pas juste envolés. Les hommes noirs ont été véritablement « mis hors de la société », comme le dit le *New York Times*. Ils en ont été exclus à cause de l'effondrement de la production et des centres industriels, effondrement qui a condamné la population noire à de forts taux de chômage permanent. Et la « guerre contre la drogue » qui dure depuis des dizaines d'années en a envoyé de très nombreux vers les prisons. En bref, c'est là l'explication du *New York Times* pour la disparition d'un million et demi d'hommes. Le journal conclut que la violence et l'effondrement social qui en résultent ont produit en retour une police prête à tirer sur les jeunes hommes noirs que les agents croisent dans la rue, avec la mentalité du « tire

d'abord et pose les questions ensuite ».

Au moins, le *New York Times* a-t-il soulevé un problème constamment ignoré par la plupart des médias bourgeois depuis trente ans. Et il donne une idée assez exacte de la situation. Pourtant il ignore la réalité sociale et politique dans laquelle ce chômage et cette criminalisation ont eu lieu. Et il ignore aussi le fait que ceux qui contrôlent l'économie et l'appareil d'État ont fait le choix conscient de créer un régime hypercriminalisé dans les années 1980 et de le maintenir ainsi depuis. Ils ont mis en place des politiques qui garantissaient que le poids de tous ces changements retomberait sur la population noire.

Les emplois industriels n'ont pas disparu de l'économie américaine. Ils ont disparu des grandes villes où la population noire est concentrée. Et cela parce que les capitalistes ont décidé d'éloigner la production des villes, où les révoltes des années 1960 avaient forcé les entreprises à embaucher des travailleurs noirs, et ont relocalisé ces emplois dans les banlieues lointaines ou dans des zones semi-rurales, où les travailleurs noirs ont été historiquement empêchés de vivre par des ententes et des restrictions légales

et où il existe peu de lignes de transport public.

Presque aussitôt après la fin des dernières révoltes, les dirigeants des deux partis (républicain et démocrate) et les responsables de l'appareil d'État ont commencé à mettre en place des politiques qui transformaient un très grand nombre de petites infractions voire « d'entorses aux règles » en crimes. Dix ans plus tard, cela allait faire des États-Unis une sorte d'immense camp de prisonniers pour les pauvres. Et la prétendue « guerre contre la drogue », principal prétexte de cette hypercriminalisation, fut menée de telle sorte qu'elle ciblait avant tout la population noire.

Malgré le tableau dressé par des années de propagande haineuse, les Noirs ne consomment ni ne vendent pas plus de drogue que les Blancs : c'est la conclusion d'études répétées, dont celle faite par les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (*Centers for disease control and prevention*). Les jeunes hommes blancs de la classe moyenne sont même plus susceptibles d'être consommateurs que n'importe qui d'autre. Et pourtant, les hommes noirs finissent en prison cinq fois plus souvent que les hommes blancs.

Ce qu'il est advenu de la po-

pulation noire ne fut pas le résultat de facteurs objectifs ni de politiques neutres sur le plan racial, qui l'auraient accidentellement entraîné vers une catastrophe. Cela ne fut pas non plus seulement le résultat du racisme institutionnel, caractéristique constante de la société capitaliste américaine depuis l'époque de l'esclavage, quoique cela ait pu jouer un rôle important.

Ce qui est advenu à la population noire ces quarante-cinq dernières années a été le résultat de politiques décidées et appliquées par les hauts dirigeants de la société américaine. L'objectif délibéré de ces politiques a été de reprendre le contrôle sur une population noire qui s'entêtait à vouloir obtenir les mêmes conditions de vie, les mêmes droits que tout le monde ; une population qui avait secoué la société capitaliste jusqu'à ses fondements au cours des révoltes des années 1960 et 1970.

#### « UNE BOMBE À RETARDEMENT »

Le 1<sup>er</sup> mars 1968, une com-

mission nommée par le président Lyndon B. Johnson publia un rapport sur les révoltes urbaines qui avaient balayé les villes américaines au cours de l'année cruciale de 1967. La conclusion de la commission fut succincte et sans surprise : « Notre pays se dirige vers l'établissement de deux sociétés, l'une noire, l'autre blanche, séparées et inégales. » Elle reconnaissait que cela n'était pas nouveau, que les événements de 1967 étaient « l'aboutissement de trois cents ans de préjugés raciaux ».

Mais, comme l'introduction de Tom Wicker le disait clairement, la situation qui poussa Johnson à installer la commission ne fut pas l'histoire de la violence et des discriminations acharnées auxquelles la population noire avait été soumise depuis 300 ans, pas plus que la violation des « valeurs démocratiques élémentaires ». Ce furent les révoltes urbaines, les « désordres » comme la commission les appela, dont 150 furent rapportés par des villes dans la seule année 1967 ; le plus grand et plus massif de ces événements secouait encore Detroit

lorsque Johnson établit cette commission le 28 juillet 1967.

Wicker décrit ainsi ceux qui se révoltèrent :

« Quant aux émeutiers, ces pilards menaçants et incendiaires dont la violente irruption a précipité cette étude, ils avaient tendance à être, curieusement, quelque peu plus éduqués que les "frères" qui restèrent à l'écart. Dans leur ensemble, les émeutiers étaient de jeunes Noirs, issus du ghetto (pas du Sud), hostiles à la société blanche qui les entourait et les opprimait, et tout aussi hostiles aux Noirs des classes moyennes qui s'accommodaient de cette domination blanche. Les émeutiers n'avaient pas confiance dans la politique des Blancs, ils détestaient la police, ils étaient fiers de leur race, et particulièrement conscients des discriminations dont ils souffraient. Ils étaient et ils sont une bombe à retardement au cœur du pays le plus riche dans l'histoire mondiale... Ils ne s'en iront pas. On ne peut que les opprimer ou leur concéder leur humanité, et ce n'est pas à eux de faire ce choix. Ils ne peuvent le faire que contre nous, et ce sur quoi insiste



1967 : face à face, l'État et les Noirs américains.

*ce rapport est qu'ils sont déjà en train de faire et qu'ils ont l'intention de continuer. »*

Comme les années de révolte suivantes allaient le montrer, ils continuèrent effectivement. À la fin des années 1960, les révoltes urbaines s'étaient largement répandues à travers les villes du pays, les prisons et l'armée. Il y eut des grèves de prisonniers dans les prisons. Les soldats noirs au Vietnam refusèrent d'aller au combat. Des officiers blancs qui essayèrent d'y obliger des soldats se retrouvèrent parfois du mauvais côté d'une grenade, ce qui donna naissance au terme *fragging* (venant des grenades à fragmentation). Les ouvriers noirs, enfin embauchés dans les usines en grand nombre, apportèrent le radicalisme intransigeant des rues dans les ateliers. Et les ouvriers noirs ne furent pas les seuls à se révolter. En 1970, il y eut plus d'heures perdues dans des grèves qu'à aucune autre période depuis la vague de grèves massive de 1946. La pression des travailleurs du rang qui se lançaient dans des vagues de grèves sauvages força les bureaucraties syndicales à appeler à participer à bon nombre de grèves. Et le nombre de grèves allait continuer à augmenter jusqu'en 1974. Même les universités, où la petite bourgeoisie aisée envoyait ses enfants, se trouvaient atteintes par la révolte. La police, dont les émeutes avaient montré l'impuissance, avait perdu l'autorité dont elle avait pu se targuer.

Pendant une courte période, la bourgeoisie concéda à certaines parties de la population noire de meilleurs emplois, de meilleurs logements, l'accès aux soins médicaux, pas seulement aux travers de nouveaux emplois mais aussi au travers de Medicare (une assurance santé pour les plus de 65 ans, gérée par le gouvernement fédéral), et de Medicaid (une assurance maladie pour les pauvres, gérée

par les États). Bon nombre de ces concessions bénéficièrent également aux travailleurs blancs. À Los Angeles, la plupart de ces emplois furent disponibles après 1965, après les émeutes du ghetto de Watts. À Detroit et à Newark, les portes du bureau de placement furent ouvertes par la grande révolte de 1967. Emplois et salaires en augmentation commencèrent à se multiplier au sein de la communauté noire au début des années 1970. Et l'écart entre les salaires des Noirs et ceux des Blancs commença à se réduire. Pendant plusieurs années, il y eut une floraison de nouveaux programmes sociaux et l'extension d'anciens programmes qui ne bénéficièrent pas seulement à la population noire mais aussi à des parties non négligeables de la classe ouvrière blanche, en particulier ses couches les plus pauvres.

Certaines sections de la police embauchèrent plus d'officiers noirs, éliminant une partie des violences les plus criantes perpétrées par des policiers blancs qui auraient pu tout aussi bien porter les habits du Ku Klux Klan, tant certains pouvaient être profondément racistes. Au niveau de l'appareil d'État, il y eut un changement notable : la création de toute une couche de politiciens noirs, qui aujourd'hui se retrouvent jusqu'à la Maison-Blanche. Ces politiciens ont joué un rôle en détournant les luttes de la population noire, à l'image du rôle des bureaucraties syndicales dans le mouvement ouvrier, dans les années 1930 et 1940. Et une petite couche de médecins, avocats, entrepreneurs et autres petits bourgeois noirs s'est enrichie, sans changement pour la majorité de la population noire, mais elle était montrée comme preuve que les barrières raciales avaient été abattues.

Les concessions faites par les hauts responsables du capital et de l'appareil d'État américains

ne furent jamais que partielles, et toujours temporaires. Elles ne remirent jamais en question le rôle spécifique que le travail des Noirs a toujours joué dans ce pays, servant de réservoir le plus important de main-d'œuvre à bas coût et d'armée de réserve de sans-emploi à une classe capitaliste dont le degré auquel elle peut exploiter la main-d'œuvre dépend de l'existence permanente du chômage.

Ces concessions faites à la population noire ont constitué la réponse immédiate due à la panique de cette classe capitaliste qui avait vu la force de la population noire s'emparer de ses villes, tenir en échec sa police et son armée ; cette population qui comprenait que « *la violence est tout aussi américaine que le cherry pie* » (tourte aux cerises), comme l'a dit une fois Rap Brown. Les révoltes urbaines démontrèrent que l'on peut obtenir des changements par la violence massive et organisée d'une population en révolte. Nombre de ceux qui s'étaient emparés des rues des grandes villes saisirent cette profonde idée révolutionnaire. Armés de cette compréhension, ils étaient « *la bombe à retardement au cœur du pays le plus riche dans l'histoire du monde* », pour citer à nouveau le rapport de la commission.

## IL DEVIENT ILLÉGAL D'ÊTRE JEUNE, PAUVRE ET NOIR

La « guerre contre la drogue », qui apparut pour la première fois en 1970, fut tout d'abord un stratagème pour Nixon en vue de sa réélection en 1972. De façon insidieuse ou parfois très ouverte, Nixon tirait un trait d'égalité entre la drogue et le crime, et entre les Noirs et la drogue, encourageant la peur parmi cette frange de la population blanche inquiète de possibles nouvelles révoltes. La « guerre contre la drogue » de Nixon était une façon pour lui

de se présenter comme un candidat de la loi et de l'ordre, dur envers les Noirs de la rue.

Mais c'était aussi une façon de rétablir l'ordre mis à mal par les révoltes. Comme le rapport de 1968 de la commission l'avait suggéré : on pouvait soit « réprimer, soit concéder son humanité » à la population noire qui s'était révoltée. La bourgeoisie américaine ne voulait pas lui concéder son humanité.

John Ehrlichman, conseiller de Nixon à la Maison-Blanche, l'expliqua plus tard : « *Bon, nous comprenions que nous ne pouvions rendre illégal le fait d'être jeune ou pauvre ou noir aux États-Unis, mais nous pouvions criminaliser leur plaisir commun. Nous savions que la drogue n'était pas le problème de santé publique que nous prétendions, mais c'était un sujet tellement parfait... que nous n'avons pas pu résister.* »

Au rythme d'une propagande régulière qui envahissait tous les domaines au sujet des drogués-criminels, Nixon et le Congrès contrôlé par les démocrates s'accordèrent pour augmenter le financement fédéral afin que la police locale puisse acheter de nouveaux équipements, cette police qui s'était avérée inefficace contre les révoltes. Et ils ont étendu et financé des politiques fédérales concernant les crimes liés à la drogue, qui jusqu'alors était restées entre les mains de responsables locaux. Finalement, les deux partis firent passer RICO (la loi *Racketeer Influenced and Corrupt Organizations* – Organisations crapuleuses ou sous l'influence de racketteurs), paraît-il dirigé contre Cosa nostra, une mafia inexistante sortie des films de Hollywood. RICO fut presque tout de suite utilisé contre les militants et organisations des mouvements noirs ou de gauche. Quasiment les seules personnes traduites devant les jurys spéciaux mis en place pour RICO dans ses premières

années furent des *Black Panthers*, des militants antiguerre, des vétérans du Vietnam contre la guerre, des communistes, des journalistes qui ne voulaient pas révéler leurs sources et des militants pour l'indépendance de Porto Rico. Ces jurys spéciaux mis en place pour RICO étaient une copie de ceux de la période du maccarthysme. Cette loi autorisait également la suspension de divers droits si le gouvernement désignait un groupe ou une partie de la population comme « entreprise criminelle agissante ». La *New York Bar Association* (Association du barreau de New York) disait que RICO semait « les graines d'une répression officielle ». Plus tard, RICO fut la feuille de vigne couvrant les opérations de nettoyage dans les quartiers noirs et portoricains pour des autorités bien décidées à arrêter en nombre de jeunes hommes sans aucune preuve d'activité criminelle autre que l'affirmation qu'ils appartenaient à un gang, c'est-à-dire à une « entreprise criminelle agissante ».

Peu de temps après sa réélection en 1972, Nixon commença à avoir lui-même des problèmes avec la justice, qui finalement menèrent à une procédure de mise en accusation (*impeachment*), à sa démission et à la mise au placard de sa « guerre contre la drogue ». Pourtant, l'administration Nixon avait créé non seulement le cadre légal mais aussi le climat réactionnaire justifiant ce qui allait venir dans les années 1980.

D'ailleurs, il faut remarquer que toutes les lois suivantes traitant des crimes allaient obtenir le soutien des deux partis, tout comme en 1970-1971. Qu'un républicain ou un démocrate fût président, la Maison-Blanche entretenait l'idée perverse que crime et population noire étaient synonymes. Personne ne devrait jamais oublier l'attitude révoltante de Bill Clinton dans les premiers mois de la

campagne électorale de 1992. Se présentant comme un candidat de la loi et de l'ordre, Clinton se précipita dans l'Arkansas (dont il était le gouverneur) de façon à présider à l'exécution d'un prisonnier noir atteint d'un tel handicap qu'il se rendit à sa propre mort sans comprendre qu'il était sur le point d'être exécuté.

## LE CAPITALISME À LA RECHERCHE DU CHÔMAGE

Avec de graves périodes de chômage en 1974-1975, puis de 1979 à 1983, on aurait dit, au début des années 1980, que l'économie avait littéralement fondu. C'était la réponse d'une classe capitaliste dont le taux de profit avait été régulièrement en déclin depuis 1966 et dont les subventions d'État liées à la guerre du Vietnam étaient en baisse. Ce déclin du taux de profit était le résultat de processus plus profonds qui se produisaient au sein de l'économie, mais il reflétait aussi les luttes de la classe ouvrière, plus particulièrement des travailleurs noirs, pour améliorer leur sort.

Avec la perspective de taux de profit en baisse, les grandes entreprises ont commencé à fermer leurs portes. Finalement, le chômage grimpa rapidement, atteignant presque 11 % fin 1982. De grandes usines au centre des villes furent fermées. Avec des arguments sur le travail qui partait à l'étranger et sur la « concurrence » étrangère, les producteurs d'acier, d'automobiles, de verre, de pneus et d'autres industries lourdes supprimèrent de nombreux sites qui avaient embauché des travailleurs noirs après les révoltes. Une partie de la production partit effectivement « à l'étranger ». Mais même au cours des sévères revers économiques des années 1970 et 1980, le capital n'a pas simplement cessé la production industrielle dans les villes. Il a transféré des emplois dans des

usines en banlieue, les modernisant au milieu de ces récessions, en construisant même de nouvelles assez loin. En même temps, le chômage était utilisé comme aiguillon pour soutenir une plus grande quantité de travail, éliminant ainsi des emplois, sinon de la production.

Il y eut un autre facteur dans le tableau de l'emploi : l'immigration. L'impact désastreux du contrôle impérialiste des États-Unis poussa à une reprise de l'immigration, beaucoup de personnes venant sans papiers. Les entreprises américaines qui se plaignaient du « manque de discipline » affiché par les travailleurs noirs se montraient heureuses à la perspective de travailleurs que le manque de statut légal pouvait rendre plus souples.

Évidemment, ce n'est pas seulement dans les années 1970 et 1980 que se produisit le déplacement de l'industrie vers les banlieues. Et les travailleurs noirs avaient historiquement absorbé le pire du chômage, immigration ou non. « Derniers embauchés, premiers virés » n'était pas seulement une formule, c'était l'amère description d'une réalité historique. Mais ce qui se passa dans les années 1970 et 1980 fut particulièrement choquant. À la fin des années 1960, l'écart entre le chômage des Noirs et celui des Blancs s'était restreint. En 1970, le chômage des Noirs se trouvait être à peu près le double de celui des Blancs ; c'était toujours affreux mais mieux que cela n'avait jamais été. Mais ensuite l'écart se remit à croître. En 1979, le chômage des Noirs était de deux fois et demie celui des Blancs. Et en 1989, il était trois fois supérieur.

Les programmes sociaux créés dans les années 1960 comme amortisseurs face aux périodes de chômage les plus sévères furent démantelés à mesure que les trésoreries locales ou fédérales se retrouvèrent pillées pour améliorer le bilan

des grandes entreprises et des banques. Il devint plus cher d'avoir recours à Medicaid et Medicare. Les fonds pour l'éducation publique furent asséchés. On s'en prit aux hôpitaux publics, au logement social. Les sans-abri firent à nouveau leur apparition au sein des grandes villes. Les gains imposés par les révoltes et par les luttes de franges plus larges de la classe ouvrière arrivaient à leur terme.

### UN VASTE CAMP DE PRISONNIERS

Les révoltes avaient laissé un arrière-goût de peur dans la bouche des bourgeois. La classe capitaliste ou en tout cas ceux qui au sein de l'appareil d'État la servaient avaient vu ce que pouvait faire une population désespérée descendant dans la rue. La bourgeoisie américaine pouvait bien imaginer que ces jeunes hommes sans travail pouvaient devenir une autre « bombe à retardement ».

L'État de la bourgeoisie n'a pas attendu de voir ce qui pourrait se passer. À partir des années 1980, le gouvernement fédéral commença à faire passer des législations ciblant les pauvres. D'abord sous Reagan, puis sous George H. W. Bush, puis sous Clinton, le prétendu système de « justice criminelle » fut grandement étendu. De nouvelles lois draconiennes furent adoptées en 1984, 1986, 1988, 1989, 1990, 1992, 1994 et 1996. Ce que l'un laissait inachevé, l'autre se précipitait pour le terminer. Et ce qui avait démarré au niveau fédéral s'étendit bientôt aux États et même aux villes. Les administrations suivantes prorogèrent ces lois, ou renouvelèrent les fonds consacrés à leur mise en œuvre. Cela inclut l'administration Obama qui a consacré plus d'argent pour l'« application de la loi » que ne le fit jamais George Bush. Même dans l'*Economic Recovery Act* (loi sur le rétablissement écono-

mique) de 2009, Obama a consacré de l'argent à la police.

Le premier résultat des nouvelles lois fédérales fut de militariser les unités de police à travers le pays, en opérant des transferts de technologie à grande échelle de l'armée la plus destructive au monde à la police. La police fut « modernisée », on lui fournit des fusils d'assaut, une série d'armes invalidantes, prétendument non-mortelles ; des gilets pare-balles et autres protections corporelles ; des équipements de surveillance et de communication de haute technologie ; des véhicules blindés, dont parfois même des tanks, tout comme des milliers d'hélicoptères et même des drones ; enfin, pour la première fois, un vrai système centralisé de données, alimenté directement par les informations rassemblées par les diverses localités. La police militarisée fit une démonstration ouverte le jour des funérailles de Freddie Gray. Armés de pied en cap, les policiers se mirent en formation à l'extérieur des lycées alors que les jeunes quittaient les lieux.

Le deuxième résultat de l'action du Congrès dans les années 1980 et 1990 fut l'adoption d'une grande quantité de nouvelles lois criminelles, qui transformaient les infractions mineures en crimes graves qui justifiaient l'emprisonnement. Une étude réalisée par l'université Rutgers conclut que 70% des Américains commettent des crimes susceptibles, selon la loi, de les mener en prison... mais presque toujours sans qu'ils s'en aperçoivent ! Mais, bien sûr, ces 70% ne sont pas jetés en prison. Seuls quelques-uns le sont et ce sont des pauvres.

Le troisième résultat important fut une aggravation générale des peines. Aujourd'hui, plus de crimes relevant de la justice fédérale sont passibles de la peine de mort. En 1994, une loi adoptée sous Clinton



permet au gouvernement fédéral de poursuivre toute personne accusé d'homicide, outrepassant ainsi les décisions des cours locales lorsqu'il le juge bon, laissant ainsi les autorités fédérales réclamer la peine capitale dans les dix-neuf États qui n'autorisent pas cette peine. La loi pour rendre « la peine de mort effective », passée en 1996 également sous Clinton, avait, comme elle l'affirmait, l'objectif de « faciliter les exécutions ». Elle réduisit nombre de motifs permettant à quelqu'un sur le point d'être exécuté de contester sa culpabilité et elle donna très peu de temps aux condamnés pour faire appel. La Cour suprême avait déjà rétabli la peine de mort en 1988, après un « moratoire » de seize ans. De plus, la longueur des peines de prison fut sérieusement augmentée pour presque tous les crimes. La peine moyenne effectuée par une personne en violation des lois sur la drogue par exemple était de vingt-deux mois en 1986 mais montait à soixante-deux mois quinze ans plus tard.

Enfin, le gouvernement fédéral engagea à nouveau les États dans un grand programme de construction de prisons, contribuant au budget des États dont les sommes consacrés à ces prétendus centres de « redressement » constituèrent rapidement leur premier poste budgétaire. L'État de l'Illinois par exemple construisit 20 nouvelles prisons entre 1980 et 2000, à peu près une par an. Ironiquement, ces prisons furent implantées dans des zones rurales ou des petites villes dont beaucoup, avant que la prison arrive, étaient en proie à de fort taux de chômage. Les prisons apportèrent des emplois et des revenus à des villes qui auraient été en faillite, tandis que les prisons servaient à enfermer les chômeurs de Chicago. Les prisons représentaient en fait la nouvelle « industrie en développement ». Dans l'ensemble du pays, 3 300 nouvelles prisons



REUTERS

Un pénitencier américain en 2011.

furent construites rien que dans les années 1990, pour un coût de presque 27 milliards de dollars.

Durant ces années, des changements dans les lois permirent d'interpeller, fouiller et emprisonner des gens sans élément évident montrant qu'ils étaient engagés dans des activités illégales. Dans la ville de New York, si un policier remarquait une personne faisant des « mouvements furtifs », le policier pouvait l'interpeller, la fouiller et l'arrêter si par exemple il trouvait une cigarette de marijuana dans sa poche. Les gens pouvaient être arrêtés et emprisonnés en « détention préventive », c'est-à-dire sur le soupçon qu'ils puissent faire quelque chose. Des gens qui refusaient de témoigner devant une cour pouvaient se retrouver emprisonnés indéfiniment jusqu'à ce qu'ils obtempèrent. Les mandats d'arrêt ne devinrent plus nécessaires puisque les policiers pouvaient interpeller toute personne ou pénétrer dans une maison sur la base simplement de leur propre déclaration qu'un crime avait été « sur le point d'être commis ».

Les changements dans les lois fédérales n'augmentèrent pas seulement les peines pour crimes fédéraux, ils obligeaient également les États à aggraver les sanctions, sous peine

de perdre de l'argent. Le résultat, c'est que l'inculpation de vol dans ce pays peut entraîner une peine plus longue que le meurtre dans certains pays européens. Au niveau fédéral comme au niveau de nombreux États, la règle : « trois fois et c'est fini » (*three strikes and you're out*) rendit possible d'envoyer quelqu'un en prison à vie, après une inculpation dans trois délits mineurs dont aucun n'avait impliqué l'usage de la violence. En Californie par exemple, une personne inculpée du vol d'une bicyclette de prix, puis de possession de marijuana, puis de vol à l'étalage pouvait se retrouver emprisonnée pour le restant de ses jours ; même chose pour quelqu'un inculpé trois fois pour détention de marijuana.

Les adolescents pouvaient être traités comme les adultes. Cela comprenait la peine de mort, au moins jusqu'en 2005, lorsque la Cour suprême, après des protestations internationales, décida finalement que personne ne pouvait être exécuté pour un crime commis avant ses 17 ans. Mais à 17 ans c'est toujours possible. Et dans certains États, des enfants se retrouvent encore condamnés à la prison à vie, sans aucune chance d'être mis en liberté conditionnelle, pour des délits commis alors qu'ils pouvaient n'avoir

que 8 ans. Un tel traitement des adolescents et des enfants n'est pas nouveau ; mais avec la multiplication des lois sur la drogue et sur les « nuisances », ils furent poursuivis en bien plus grand nombre qu'auparavant. Et les lois fédérales, pour la première fois, permirent que des enfants de 13 ans soient traduits en justice et condamnés comme des adultes.

Comme la législation évoluait, les décisions de justice le firent aussi, permettant une violation toujours plus importante des libertés civiles. Les différents cours de justice fermèrent les yeux lorsque la police faisait des rafles dans les rues des quartiers pauvres, poussant tout le monde dans les commissariats, les gardant à l'ombre pendant quelques jours. Toute personne que la police choisissait pouvait être arrêtée et soumise à une fouille au corps. Dans certains commissariats de la ville de New York, pendant le règne du maire Bloomberg, il y eut deux fois plus de ce genre d'interpellations et de fouilles menées dans les rues qu'il n'y avait de gens vivant dans le quartier du commissariat. Cela ne se passe pas seulement à la télévision, c'est un fait de la vie quotidienne, imposé aux jeunes hommes par des hommes en bleu portant des armes meurtrières dans les quartiers pauvres. Et c'est au cours de telles opérations que tant de jeunes ont été abattus par la police.

L'importante extension des lois sur la drogue fut directement ou indirectement la cause du nombre croissant d'emprisonnements. En 1980, 41 000 personnes furent envoyées en prison pour une infraction sur les drogues ; en 2011, 500 000, c'est-à-dire douze fois plus. D'après la propagande officielle, la « guerre contre la drogue » ciblait les « gros poissons », ceux qui se faisaient des centaines de millions si ce n'est des milliards de dollars en organisant

un trafic illégal de drogue. Mais, même lorsqu'il y eut quelques tentatives pour s'en prendre aux plus gros dealers, les grandes banques, qui, en connaissance de cause, blanchissaient l'argent des cartels, ne furent bien sûr jamais inquiétées. De toute façon, la cible des arrestations pour drogue passa des dealers aux utilisateurs au début des années 1980. En 2013, sur toutes les arrestations concernant la drogue, sur le plan fédéral et local, 80% l'étaient pour possession et pas pour la fabrication ou la vente. À l'échelle des États ou des villes, c'était encore pire.

En principe, le gouvernement fédéral n'avait rien à voir avec l'application des lois sur la drogue, hormis les drogues passant la frontière. Mais le gouvernement fédéral, étendant sa « guerre contre la drogue », fit pression sur les départements de police locaux afin qu'ils mènent des raids et autres rafles au grand jour pour trouver les utilisateurs. Au début les officiers de la police locale résistèrent. Dans des villes en proie à de vrais crimes et où les meurtres étaient une réalité quotidienne, cela semblait le comble de l'absurdité d'utiliser les ressources de la police pour arrêter les gens fumant une cigarette de marijuana. La plupart des départements de police ignorèrent simplement les directives en provenance de Washington. Mais en 1994, la loi fit dépendre des statistiques locales d'arrestations les subventions envoyées par le gouvernement fédéral aux villes et États : plus il y avait de gens arrêtés pour infraction sur les drogues, plus il y avait d'argent. La « guerre contre la drogue » était une guerre basée sur des primes. Les hauts responsables des départements de police, désireux de conserver l'afflux d'argent fédéral poussèrent les officiers de police à interpellier et fouiller tout le monde dans les quartiers pauvres, et à en arrêter autant qu'ils pouvaient. En

d'autres termes, il fallait remplir les prisons.

Nombre de lois qui furent adoptées concernaient de prétendus enjeux de « qualité de vie », qui pouvaient être utilisés par la police comme des prétextes pour arrêter tous ceux qu'ils voulaient fouiller pour de la drogue. Le policier de Ferguson qui tua Michael Brown par exemple l'arrêta parce qu'il marchait au milieu de la rue, un « crime » à Ferguson. Bien sûr Michael Brown aurait pu être arrêté pour avoir porté ses pantalons trop bas, à la mode adoptée par de nombreux jeunes hommes aujourd'hui, ou pour le fait de porter un sweat à capuche qui cachait son visage. Tout cela, également, pouvait mener à des poursuites pour crime à Ferguson et dans d'autres villes.

Cette politique était parfois présentée sous le nom de politique « tolérance zéro » et elle était menée d'après l'absurde adage que de petites infractions, si elles ne sont pas corrigées, mènent au « désordre » et le « désordre » mène au crime violent. Des dizaines de milliers de jeunes furent ainsi ramassés et enfermés, et parfois tués. Freddie Gray est mort en raison de cette politique. Il fut arrêté parce qu'il se trouvait au coin d'une rue, traînant de manière suspecte, selon la police. Il fut enfourné dans un fourgon de la police parce que l'on trouva un couteau sur lui, couteau dont le bureau du procureur admit plus tard qu'il était de taille légale. Parce que ce jeune Noir a dit quelque chose, on lui fit « goûter du pays » – à nouveau la terminologie des policiers – le laissant rebondir à l'arrière du fourgon sans ceinture au rythme des arrêts brusques volontairement répétés. C'était « pour lui donner une leçon ». Voilà la façon dont la police contrôle les quartiers noirs en usant activement de la violence pour intimider, afin de « donner une leçon aux jeunes ».

S'attendaient-ils à ce que Freddie Gray meure ? Probablement pas, car ils font cela tout le temps, et pas seulement à Baltimore. Dans la police de Philadelphie, on appelle cela « se faire conduire pour trois sous ». Mais certains en meurent vraiment.

Avec ces lois, on peut confisquer et ne jamais rendre les biens de gens suspectés de violation de la législation sur les drogues, même s'ils ne sont jamais reconnus coupables et même s'ils ne sont jamais inculpés. C'est un moyen très commun pour les départements de police de récupérer de l'argent. Il suffit d'avoir quelqu'un dans sa voiture que la police suspecte de vendre de la drogue. Vous devenez un « complice », votre voiture est saisie ; de même que votre montre et votre argent.

Une loi fédérale de 1986 fixe des peines minimum obligatoires pour la cocaïne. Il fallait 100 fois plus de cocaïne que de crack pour encourir la même peine. Et ce n'était pas une coïncidence si le crack était utilisé dans les quartiers pauvres, dont les quartiers noirs, alors que la cocaïne pure était la drogue de choix des Blancs de la petite bourgeoisie.

En 2010, Obama annonça en fanfare que le Congrès avait réduit cet écart et qu'il fallait seulement 19 fois plus de cocaïne que de crack pour encourir la prison. Mais cela voulait toujours dire que les Blancs consommateurs de cocaïne ne font pas de prison alors que les consommateurs noirs en font. Et cela ne change rien au fait qu'alors que la majorité des consommateurs de crack sont blancs, 80 % de ceux qui sont en prison pour en avoir consommé sont noirs.

En 1994, furent publiés les *Journaux de Haldeman* (*The Haldeman Diaries*), une compilation d'enregistrements audio et d'extraits de journaux tenus par J. R. Haldeman, chef de cabinet de Nixon pendant ses années à

la Maison-Blanche. En date du 28 avril 1969, Haldeman rapportait la discussion suivante avec Nixon : « P. [le président] a insisté sur le fait que nous devons faire face au fait que TOUT le problème c'est vraiment les Noirs. La clé est d'inventer un système qui en tiendrait compte, sans en avoir l'air. »

En fait, cette discussion concernait les réductions que Nixon voulait faire dans les programmes sociaux qu'il considérait comme des concessions faites aux Noirs. Mais cette idée pernicieuse d'inventer un système contre la population noire sans avoir l'air de la stigmatiser était exactement ce que ce vaste nouveau système de « justice criminelle » avait mis en place.

Sept millions de personnes placées sous « surveillance judiciaire »

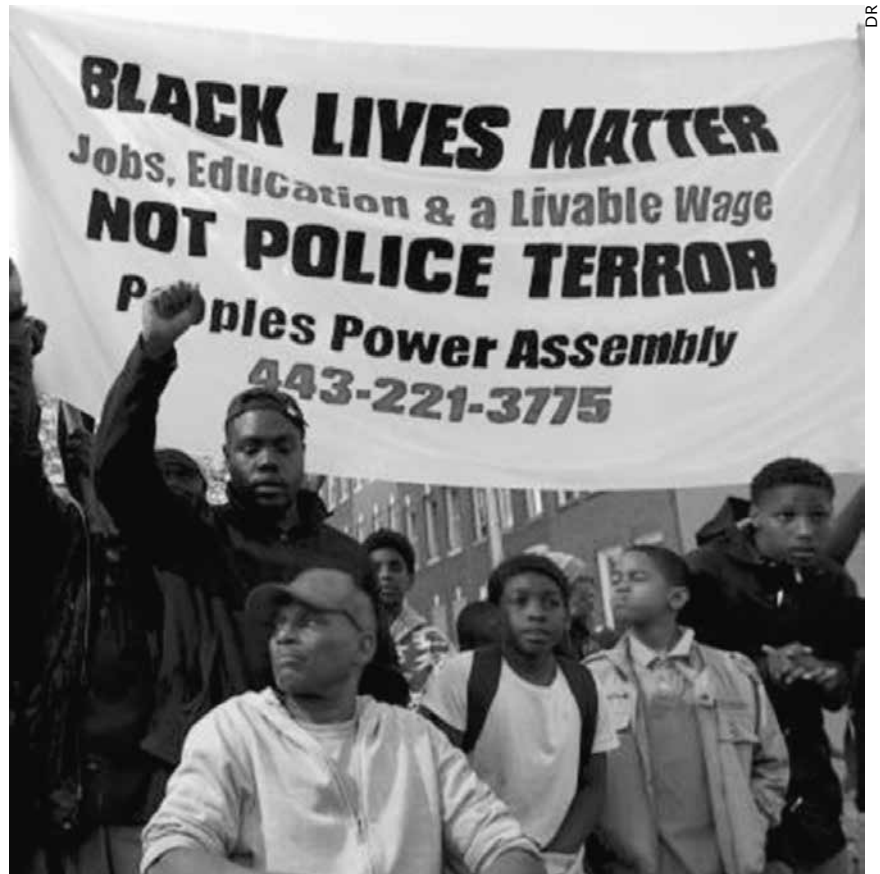
Tous les présidents depuis Nixon ont mené la « guerre contre la drogue » et le crime. Et chacun d'entre eux savait que quelles que soient les variations dans les taux de criminalité, la seule augmentation importante sur le long terme concernait les faits officiellement considérés comme crimes. Crachez sur le trottoir et vous pouvez être arrêté. Ouvrez une cannette de bière en public et vous pouvez être arrêté. Blasphémez et vous pouvez être arrêté. Marchez dans la rue avec quelqu'un qui a déjà été classé comme membre d'un gang et vous pouvez être arrêté comme faisant partie d'une « entreprise criminelle agissante ». Si vous ne payez pas une amende à temps, vous pouvez être arrêté. Si vous ne payez pas vos dettes, vous pouvez être emprisonné. Fumez une cigarette de marijuana et vous pouvez en prendre pour cinq ans. Vous vous enfuyez lorsqu'un policier vous dit de vous arrêter, comme le fit Walter Scott en Caroline du Sud, et l'on peut vous tirer dans le dos. Si vous ne mettez pas le clignotant lorsque vous changez de voie, vous pouvez être arrêté

et pas seulement verbalisé, mais brutalisé en cas de protestation et arrêté, comme Sandra Bland le fut avant de mourir dans une cellule d'une prison du Texas. Asseyez-vous sur un banc dans un parc avec un revolver en plastique pour enfant comme le fit Tamir Rice, 12 ans, à Cleveland, vous pouvez être abattu comme un chien.

C'est ce qu'un journaliste du *Washington Post* a appelé « le fléau de la sur-criminalisation ». Aucun autre pays dans le monde n'emprisonne les gens à un tel rythme infernal. Avec seulement 4,5 % de la population mondiale, les États-Unis ont 23 % des prisonniers du monde entier. Au début de 2013, 2,3 millions d'adultes et d'adolescents étaient détenus soit comme prévenu, soit comme condamné. 4,8 millions d'autres personnes étaient en liberté conditionnelle, c'est-à-dire qu'elles pouvaient être renvoyées en prison pour la violation de conditions même mineures de leur statut conditionnel. Sept millions de personnes se trouvaient donc « sous surveillance judiciaire » dans le goulag américain.

Presque toutes les différences entre les États-Unis et les pays européens se résument aux changements dans les lois américaines depuis 1971. Le nombre total de personnes incarcérées est considérablement plus élevé – presque huit fois plus – qu'il ne l'était il y a quarante ans lorsqu'a commencé cette « guerre contre la drogue ». Et le nombre de personnes incarcérées pour des infractions sur les drogues est douze fois plus élevé.

Dans les dernières années, il y a eu des discussions pour faire baisser les peines minimum obligatoires de façon à réduire quelque peu la population des prisons, mais seulement parce que tout ce système de prisons coûte trop cher, à peu près 70 milliards de dollars par an. La bourgeoisie américaine voudrait mettre cette « classe



DR

Deux manifestations contre la série de meurtres commis contre les Noirs par la police américaine. Sur la banderole du haut : « Les vies noires comptent. Du travail, de l'éducation et un salaire décent, pas la terreur policière. » Sur celle du bas : « Les femmes noires sont tuées aussi par la police. Dites leur nom, rappelez-vous leur visage. Le mouvement les concerne aussi. »



DR

dangereuse » de côté, mais elle ne veut pas payer autant pour cela !

Sous le prétexte d'arrêter la diffusion de la drogue, toute une partie de la population pauvre a été criminalisée. Pour le dire autrement, une partie importante de la population qui aurait pu être au chômage et à la rue disparut de l'économie, envoyée en prison. Si toutes les personnes en prison fin 2014 étaient comptées parmi les chômeurs, le taux de chômage officiel serait de 7,2 % au lieu de 5,6 %.

Les États-Unis d'Amérique sont une prison pour des gens dont la seule infraction est d'être pauvre : des Asiatiques pauvres, des Hispaniques pauvres, des Indiens pauvres et des Noirs pauvres. Tous sont pris par ce système. Les Portoricains et les Indiens en sont particulièrement victimes avec de forts taux d'incarcération. Et la population noire en a été la plus victime de tous.

### UNE « GUERRE CONTRE LA DROGUE » ? NON, C'EST UNE GUERRE CONTRE LA POPULATION NOIRE

À tous les échelons de ce prétendu « système de justice », les Noirs se trouvent surreprésentés. Ils sont arrêtés plus souvent pour usage de drogue, bien qu'ils n'en consomment pas plus. Lorsqu'ils sont pris pour les mêmes infractions, ils ont trois fois plus de risques d'être inculpés que les Blancs. Lorsqu'ils sont inculpés, ils ont une fois et demi plus de risques d'être condamnés. Quand ils sont condamnés, c'est à des peines beaucoup plus lourdes. Un prévenu noir restera presque aussi longtemps en prison pour une infraction sur les drogues (58,7 mois en moyenne) qu'un Blanc pour un crime violent (61,7 mois en moyenne). Tous ces chiffres viennent d'une étude réalisée par le Fonds de défense légale

du NAACP (l'Association nationale pour la promotion des gens de couleur).

Cette « guerre contre la drogue » est la raison pour laquelle les Noirs, qui représentent 13 % de la population du pays comptent pour presque 50 % de la population adulte et adolescente des prisons.

Ces chiffres aberrants reflètent le racisme institutionnel de ce système capitaliste, qui provient du fait qu'il est né de l'esclavage ; et il reflète les préjugés racistes de nombre, si ce n'est de la plupart, de ceux qui font fonctionner le système de « justice criminelle » : les policiers, les procureurs, les juges, les jurés. Mais surtout, ces disproportions grossières reflètent le choix conscient de la classe politique de ce pays de créer un régime de prison destiné à tenir en respect la population pauvre, et de le mettre en œuvre de telle sorte que cela touche le plus durement la population noire.

Les conséquences pour l'ensemble de la population noire ont été dévastatrices. 33 % de tous les hommes noirs entre 19 et 30 ans feront de la prison à un moment ou un autre. La grande majorité est arrêtée la première fois pour une simple possession de drogue, ce pour quoi un consommateur de la classe moyenne ne serait jamais arrêté, spécialement un consommateur blanc. Presque 60 % de tous les hommes noirs qui n'ont pas terminé le lycée ont été en prison avant d'avoir 35 ans. Dans une ville comme Chicago, le nombre de Noirs qui ont été ou sont en prison est égal à 55 % du nombre total d'hommes noirs de la ville. Et il y a presque autant de prisonniers ou ex-prisonniers – 80 % – qu'il y a de Noirs parmi les travailleurs de Chicago.

Au rythme actuel, environ 700 000 anciens prisonniers sont relâchés chaque année au sein de leur communauté. Peu auront bénéficié de formation en

prison ; et il n'en est même pas question après qu'ils sont sortis. Ils ont peu ou pas d'argent, et pas d'avenir. Avoir été en prison est un obstacle à l'obtention d'un travail. Mais sans travail, quelles sont les possibilités ? L'assistance, jusqu'à ce qu'ils puissent repartir du bon pied ? Le Congrès élimina cette possibilité en 1996 lorsqu'il posa une interdiction à vie de recevoir de l'argent fédéral, ou une aide pour se nourrir, à toute personne coupable d'un crime lié à la drogue. Le logement à loyer modéré ou l'article 81 ? Le Congrès l'a rendu impossible pour les anciens condamnés en 1988. On ne devrait pas s'étonner que presque deux tiers de ceux qui sortent de prison, y retournent sous trois ans, certains pris dans le même genre de soufrière, certains s'étant tournés vers la vente de drogue ou d'autres crimes pour survivre.

En d'autres termes, la première arrestation pour possession de drogue peut facilement devenir une peine à vie.

Avoir passé un temps en prison signifie souvent perdre son droit de vote. En 1965, fut passée une loi sur le droit de vote censée répondre au scandale que représentaient les 1,3 million de Noirs privés du droit de vote par la ségrégation raciale. En 2014, 5,8 millions d'adultes noirs étaient légalement privés du droit de vote par le fait d'avoir été ou d'être en prison, un nouveau système de ségrégation.

Le fait que tant d'hommes se retrouvent en même temps en prison signifie que l'éducation des enfants repose de manière bien plus importante sur les épaules des femmes. En 1980, 14 % des enfants noirs étaient élevés par un seul parent, le plus souvent une femme. Aujourd'hui, c'est 67 % des enfants

1 L'article 8 (Section 8) de la loi de 1937 sur le logement permet le versement d'une aide au logement. Environ cinq millions de foyers aux revenus faibles en bénéficient.

noirs qui sont élevés par un seul parent. Un changement démographique aussi important sur une si courte période, seulement 33 ans, est presque inconcevable. Cela ne peut être expliqué que par l'énorme augmentation du nombre d'hommes noirs incarcérés. Cette guerre qui les a criminalisés a fait des autres des victimes, et surtout les enfants.

En 2008, Barack Obama, alors en campagne pour la présidence, souleva le problème des hommes absents dans un sermon qu'il fit dans une église de Chicago pour la fête des pères. Comme il l'a ensuite fait presque à chaque fête des pères tout au long de sa présidence, il reprocha aux hommes leur absence, en disant : « *trop de pères sont des MIA [Missing In Action, disparu au combat], trop de pères sont AWOL [Absent Without Official Leave, absent sans autorisation officielle, deux termes empruntés à l'armée et aux militaires], absents dans trop de vies et trop de foyers. Ils ont abandonné leurs responsabilités, en se comportant comme des petits garçons plutôt que comme des hommes. Et le fondement des familles s'en trouve affaibli à cause de cela* ». Il déclara que son gouvernement, s'il était élu, répondrait à « *l'épidémie nationale des pères absents* » en renforçant l'obligation de payer les pensions alimentaires ! Pas un mot sur « l'épidémie d'emprisonnements » causée par la « guerre contre la drogue ».

Obama, qui était alors sénateur de l'Illinois et allait devenir président, savait parfaitement quels ravages l'explosion des taux d'incarcération avait causés au sein des familles pauvres, des familles noires. Il se présenta comme ayant milité dans l'un des programmes de logements pour les familles noires. Ignorer la réalité, se contenter de reprocher aux hommes leur absence, c'est faire le sale boulot de couvrir cette vaste campagne d'hypercriminalisation. Ensuite bien

sûr, il vota pour ces lois sur les crimes les unes après les autres, et son gouvernement accrut les fonds destinés à les appliquer.

#### LA GUERRE CONTRE LA DROGUE : UNE CIBLE DANS LE DOS DE CHAQUE JEUNE NOIR

Et il y a tous ceux qui ont été tués par la police. Combien ? Nul ne le sait. Cette société qui compte tout, qui archive tout, n'estime pas utile de savoir combien de personnes ont été tuées par la police, et en particulier combien parmi les tués étaient noirs. Non seulement il n'y a pas de base centrale de données, mais les départements de police n'ont pas l'obligation de conserver de telles archives. La plupart ne le font pas.

Après qu'Eric Garner eut été tué, étouffé par la police, à Staten Island (New York), le département de police de la ville refusa de publier des statistiques sur les meurtres récents perpétrés par des policiers, comme il avait refusé de livrer tout rapport au FBI depuis 2006. Le *Daily News* de New York, en essayant de répondre à cette question, récolta des informations concernant uniquement la ville de New York. Il se basa sur des comptes rendus de presse, des archives judiciaires et des informations collectées par des associations de libertés civiques. Il trouva 179 personnes tuées par des policiers en service et 43 par des policiers en dehors de leur service. Au moins 27% des tués étaient sans armes. L'appartenance ethnique n'était pas toujours spécifiée mais lorsqu'elle l'était, 86% des tués étaient noirs ou portoricains. Seulement trois des officiers de police furent mis en examen et seulement un fut condamné, et il n'eut aucune peine de prison, il fut seulement placé en liberté conditionnelle avec 500 heures de travaux d'intérêt général.

D'après le Fonds de défense légale (*Legal Defense Fund*), plus de 2 000 Noirs ont été tués au cours des sept dernières années dans l'ensemble du pays par des policiers prétendument au cours de l'exercice de leurs fonctions. D'autres personnes ont dû être tuées par la police, surtout d'autres jeunes hommes – des Blancs, des Hispaniques, presque toujours des pauvres – mais le taux en est bien plus faible.

Sur les presque 300 personnes noires tuées chaque année par la police, et d'après l'aveu même des autorités, au moins un tiers d'entre eux étaient non-armés.

Plus d'une centaine de victimes étaient des femmes et parmi elles, Tarika Wilson qui fut tuée à Lima, dans l'Ohio alors qu'elle tenait dans ses bras son bébé de 10 mois. Elle fut ce que la police appelle une « victime collatérale » lorsque la police fit une descente dans un appartement qu'elle partageait avec quelqu'un d'autre. Parmi les femmes tuées, il y eut aussi Rekia Boyd, 22 ans, qui se trouvait dans une allée de Chicago avec d'autres gens lorsqu'un policier hors service, prenant le téléphone portable de quelqu'un pour une arme, fit feu, la tuant au passage.

Au moins dix des personnes tuées par la police étaient des enfants, dont Aiyana Jones, sept ans, tuée à Detroit lorsqu'un groupe de policiers armés de flash-balls fit une descente dans le mauvais appartement.

Moins de 30 policiers parmi ceux impliqués dans les 2 000 tués ne furent poursuivis que pour manquements. Deux seulement furent condamnés pour meurtre, et l'un des deux condamnés, dans la ville de New York, fut placé en liberté conditionnelle après sa condamnation. La plupart ne furent reconnus coupables de rien du tout.

Et l'on prétend que les États-Unis sont un pays civilisé et démocratique !

Ces morts, dont on parla finalement dans la presse bourgeoise à partir de 2014, n'étaient pas chose nouvelle. S'il y avait quelque chose de nouveau, c'était seulement les protestations qui attirèrent l'attention sur elles, notamment les manifestations qui eurent lieu à Ferguson et qui, plusieurs nuits, tournèrent à l'« émeute », selon les termes de la police. Et l'on y accorde encore plus d'attention depuis que les jeunes de Baltimore ont franchi les rangs de la police et mis à mal le contrôle policier de la ville, la nuit suivant les funérailles de Freddie Gray.

La plupart des protestations furent une réponse au meurtre de personnes non-armées et aux réactions de policiers aveuglément racistes qui tirent d'abord et posent les questions ensuite.

Mais le problème est plus vaste et plus fondamental que la seule réaction de policiers racistes.

Tous les policiers ne sont pas racistes, mais on les utilise tous pour maintenir sous contrôle les quartiers pauvres et cela signifie criminaliser de larges fractions de la population, particulièrement les hommes jeunes, les plus aptes à être « dangereux ». C'est ce qui conduit inévitablement vers ces tueries.

Tous ceux qui ont été tués n'étaient pas « non-armés ». On sait que la police ment, mais nombre de ces jeunes avaient bien des armes. Il y a des jeunes endurcis dans les rues. La « guerre contre la drogue » et le rôle qu'y joue la police ont créé une armée virtuelle de jeunes avec peu de choses à craindre de plus. Craindre la prison ? Pourquoi ? Ils savent qu'ils iront là-bas de toute façon. Craindre la mort ? Pourquoi ? Ils pensent de toute façon qu'ils ne vivront pas longtemps. Parfois, ils volent dans leurs propres quartiers. Mais quand ils sont tués, ce n'est pas parce qu'ils volent dans leur quartier. C'est parce que la po-



Eric Garner et son arrestation fatale.

lice a vraiment peur d'eux. Ils ont été endurcis par ce que cette société capitaliste a fait à leur génération comme aux générations avant elle. Et les policiers qui les croisent tous les jours le savent.

#### LES NOIRS : UNE LONGUE HISTOIRE DE LUTTES

La violente répression dirigée contre la population noire a de profondes racines. C'est la marque toujours présente de la domination capitaliste dans un pays dont les débuts et la plupart de l'histoire ont été construits sur le travail non payé de populations dérobées au continent africain et soumises à l'esclavage. L'esclavage ne fut pas seulement un épisode passager, un mauvais moment à passer, comme le diraient les racistes. L'esclavage a marqué les 244 premières années de l'existence de ce pays d'Amérique du Nord, 60 % de son histoire. L'extrême violence utilisée pour imposer l'esclavage, et ensuite pour la réimposer sous d'autres formes, a entaché toutes les années qui ont suivi.

Depuis 152 ans et la fin de l'esclavage, cette population dont les racines remontent à l'Afrique a continué d'être, de toutes celles vivant ici, la plus soumise à l'oppression, notamment dans sa plus récente mani-

festation, la prétendue « guerre contre la drogue ».

Mais cette oppression n'a pas seulement fait une victime de la population noire. Elle a aussi produit des gens dont la grande majorité sont des travailleurs avec une longue histoire de luttes. Les esclaves ne furent pas « libérés » par d'autres forces, ils ont combattu pour se libérer, dans les centaines de révoltes d'esclaves dont on a la trace, et combien d'autres sans traces écrites. Ils s'engagèrent dans ce que W. E. B. Du Bois appela « *la grande grève générale des esclaves* » lorsqu'ils quittèrent les plantations, désertant pour rejoindre l'armée de l'Union afin de combattre contre les possesseurs d'esclaves dans la guerre de sécession. Dans le Sud, ils menèrent les luttes de la période de la Reconstruction, entraînant avec eux de nombreux blancs pauvres, dans un combat pour diriger les États, établir des écoles publiques pour les pauvres et des services de santé publique devant pallier le manque de tout système médical. Repoussés vers une forme d'esclavage, le métayage, après l'effondrement de cette période de la Reconstruction, ils rejoignirent le combat des fermiers pauvres dans différents mouvements populistes. Pendant toutes les années où sévit le système de ségrégation et le lynchage, ils s'organisèrent pour défendre leur propre communauté. Ils

DR



Luttes d'hier (les éboueurs de Memphis en 1968) et d'aujourd'hui (la grève des fast-foods en 2013).

REUTERS





furent partie prenante des premières luttes ouvrières dans le Sud, les dockers à la Nouvelle Orléans, les bûcherons et mineurs dans d'autres endroits. À partir des années 1930, ils organisèrent des syndicats dans les entreprises où les travailleurs noirs avaient l'habitude d'être embauchés. Leurs luttes contre le système Jim Crow de la ségrégation, luttes qui commencèrent dans le Sud au cours de la Deuxième Guerre mondiale, se répandirent à l'échelle du pays pour contester les mille et une façons dont les Noirs étaient particulièrement opprimés dans ce pays, au Sud comme au Nord. Ils construisirent des organisations locales pour mener ces luttes, pour combattre le Ku Klux Klan, ou pour simplement avoir un travail. Ces luttes culminèrent finalement dans une vaste révolte dans les années 1960, une révolte des opprimés, secouant la plus grande et la plus forte puissance du monde et attirant l'attention de ceux qui dans le monde luttèrent aussi pour se libérer.

Dans toutes ces luttes, ils se battaient pour obtenir concrètement leur « liberté » de sorte qu'ils ne soient pas ceux qui souffrent plus que les autres du chômage, de mauvaises conditions de vie et de travail, de sorte que les écoles pour leurs enfants soient aussi bonnes que les autres. Ils ne se battaient pas ouvertement contre la société capitaliste, mais ils étaient prêts à secouer les fondements même de cette société pour se libérer. Ils luttèrent dans les années 1950 et 1960 pour avoir une vie meilleure au sein de la société capitaliste. Mais ces luttes en fait soulevèrent le vrai problème : pour qu'eux-mêmes et tous les travailleurs puissent avoir simplement une vie décente, il fallait renverser la société capitaliste et construire une nouvelle société. Les luttes

des masses noires n'en vinrent jamais à poser ce problème consciemment. Et il n'y avait aucun parti, capable de toucher les masses en lutte, qui posait ce problème de se débarrasser du capitalisme.

C'est pourquoi aujourd'hui, une fois encore, nous voyons la société capitaliste dans tous ces aspects révoltants imposer une nouvelle oppression sur les masses noires, sur tous les pauvres et plus généralement sur les classes laborieuses.

La société capitaliste ne pouvait pas concéder leur humanité aux masses noires qui se révoltèrent dans les années 1960, elle répondit donc par l'oppression.

S'il n'y avait rien d'autre pour indiquer que cette société capitaliste doit être renversée de fond en comble, ce serait ceci : les dirigeants de la société capitaliste ont choisi consciemment de créer un régime d'hypercriminalisation et d'hyperincarcération, seule réponse que ce système a pu trouver à son incapacité à répondre aux besoins des classes laborieuses.

Il faut mener un combat, conscient cette fois, pour se débarrasser du capitalisme dont la soif de profit basé sur la division de la société en classes garantit que le chômage et la pauvreté vont persister. L'existence continue du chômage garantit que l'oppression, d'une façon ou d'une autre, continuera, de manière à empêcher ceux qui n'ont pas de travail de se soulever.

Mais ils peuvent se soulever. Ils l'ont déjà fait. Et la classe ouvrière noire, qui a été souvent plus consciente de la réalité de l'oppression, peut jouer un rôle pour entraîner toute la classe ouvrière dans les luttes nécessaires.

Les jeunes endurcis d'aujourd'hui auront un rôle important dans ces luttes. Le passage suivant, extrait de *Toute ma vie*

*j'ai lutté*, les mémoires de Sam Johnson publiées l'année dernière, traite de cette question : « *Les jeunes d'aujourd'hui voient bien qu'il n'y aura pas de boulot pour eux. Cette jeune génération qui n'a pas de boulot et le minimum pour survivre, ils sont bien obligés de trouver une solution, et certains se tournent vers la délinquance.* »

*On voit la délinquance se développer à cause de ce système pourri, tellement contre la classe ouvrière et les pauvres.*

*Les jeunes qui sont dans la rue sont beaucoup plus endurcis que ceux de mon époque. Ils ne peuvent pas faire autrement, vu comment l'avenir se présente pour eux. Il y en a tellement plus aujourd'hui dans la rue, qui n'ont aucun espoir, aucune perspective.*

*Il y en a qui sont de vrais battants, mais contre qui ils se battent aujourd'hui ? Contre leurs frères, et peut-être les travailleurs de leur quartier. C'est contre eux-mêmes qu'ils se battent, et contre leur classe. Mais quand la lutte commencera, quand la classe ouvrière se mettra vraiment en marche, il faudra qu'on emmène ces jeunes avec nous. Demain, ils pourraient se battre avec leur classe. Aujourd'hui, tout ce qu'ils font c'est voler les travailleurs qui ont quelques dollars en poche. Le problème, c'est d'arriver à s'en prendre aux vrais voleurs, ceux qui les ont mis dans cette situation. »<sup>1</sup>*

Oui, les jeunes endurcis pourraient se battre demain, avec le reste de leur classe contre les vrais bandits qui ont créé un régime carcéral les soumettant à ces conditions.

25 juillet 2015

<sup>1</sup> L'ouvrage de Sam Johnson, *Toute ma vie, j'ai lutté*, est paru aux éditions Les Bons caractères en 2015.



PCF13

## Les scop, des coopératives ouvrières dans un marché capitaliste

**Le 26 mai dernier, 58 ex-salariés de Fralib redémarrèrent la production de thé et d'infusions dans l'usine de Gémenos (Bouches-du-Rhône) dont la multinationale Unilever avait annoncé la fermeture en 2010. Après 1 336 jours de lutte, ces travailleurs ont pu arracher au géant de l'agroalimentaire les ateliers, les machines ainsi qu'un capital de plusieurs millions d'euros pour lancer Scop-Ti, la Société coopérative ouvrière provençale de thé et d'infusions. Scop-Ti est une société coopérative et participative (scop). Lors de l'inauguration, le secrétaire de l'union départementale CGT des Bouches-du-Rhône déclarait : «La victoire contre Unilever, au terme d'une lutte aussi longue, est fantastique pour tout le mouvement ouvrier et a désormais une aura nationale.» Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, affirmait quant à lui que le lancement de Scop-Ti était «le symbole que l'industrie française a de l'avenir», se félicitant au passage de la mise en place de «circuits courts» et de la «création d'emplois en amont chez les producteurs».**

On ne peut certes que se réjouir du fait que 58 travailleurs licenciés (sur 182 ex-salariés de Fralib) aient retrouvé un emploi en créant leur propre coopérative tout en imposant à Unilever de leur céder une vingtaine de millions d'euros, en incluant les murs et les machines. Pour autant, un autre cas très médiatisé, illustre toutes les limites des scop comme réponse des travailleurs aux fermetures d'entreprises et aux licenciements décidés par les capitalistes.

### DES ENTREPRISES COOPÉRATIVES DANS LA JUNGLE CAPITALISTE

En 2012, 600 travailleurs de SeaFrance avaient mis en commun leur prime de licenciement pour créer la scop MyFerryLink après la liquidation de leur entreprise. MyFerryLink ne possédait pas les trois navires qu'elle exploitait entre Calais et Douvres. Ils avaient été rachetés

par Eurotunnel après la liquidation de SeaFrance et loués à la scop. Le 7 juin dernier, Eurotunnel, accusé d'être en situation de monopole par l'autorité britannique de la concurrence, a annoncé qu'il louerait désormais ses navires à la compagnie danoise DFDS. C'était la mort annoncée de la scop et, le 31 juillet, le tribunal de Boulogne-sur-Mer prononçait la liquidation de MyFerryLink. Une partie seulement des 600 travailleurs de la scop devaient être réembauchés par DFDS.

MyFerryLink montre toutes les limites et les difficultés d'une coopérative ouvrière, reprenant une entreprise que des actionnaires n'estiment pas assez rentable, disposant dès le départ de faibles capitaux, dans un marché capitaliste très concurrentiel qui en exige beaucoup pour posséder et entretenir des navires. Un autre exemple, relayé par les médias, celui du glacier Pilpa à Carcassonne (Aude), illustre une autre limite de ces

reprises sous forme de scop. Sur les 250 travailleurs de Pilpa, seuls 19 ont retrouvé un travail dans la scop «La belle Aude». Si l'on comprend la satisfaction de ces derniers, la scop n'a cependant pas réglé le sort de tous les autres.

En présentant les créations de coopératives comme fantastiques, les responsables syndicaux ne renouent pas avec le passé lointain du mouvement ouvrier et ses expériences coopératives. Ils utilisent ces tentatives des travailleurs de sauver leur emploi pour mettre en avant leur «politique industrielle», qui consiste à prouver aux patrons qu'on pourrait «produire en France» et que leurs intérêts bien compris pourraient coïncider avec ceux des travailleurs. Non seulement c'est un mensonge qui obscurcit la conscience des travailleurs, mais c'est dérisoire tant les emplois concernés par les scop sont marginaux.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, il exis-

taient 2 680 scop ou scip (société coopérative d'intérêt collectif) employant 51 000 salariés, dont 27 000 étaient associés, donc copropriétaires de l'entreprise. Les deux tiers des scop ont moins de 10 salariés, un quart entre 10 et 50 salariés et seules 22 emploient plus de 250 salariés. Parmi les grandes scop un peu connues, on trouve Acome qui fabrique des câbles et des fibres optiques, les Chèques déjeuners ou le groupe d'auto-écoles ECF.

Les scop sont parfois créées par des travailleurs pour reprendre leur entreprise mise en liquidation ou en redressement, comme MyFerryLink ou les ex-Fralib. D'autres apparaissent quand le patron historique se retire sans héritier ni repreneur. Mais les deux tiers des scop sont créées ex nihilo par des coopérateurs qui souhaitent mettre en commun leurs maigres capitaux. Si elles ont comme caractéristique d'être contrôlées par les salariés eux-mêmes, et ainsi de ne pas dépendre des calculs à court terme d'actionnaires qui exigent des taux de profit toujours plus élevés, elles restent des entreprises soumises au marché capitaliste avec sa concurrence, la nécessaire rentabilité et l'imprévisibilité. Elles sont souvent un moyen, pour des entrepreneurs sans grande fortune et aux soutiens bancaires réduits, de lancer leur entreprise. Quant au contrôle des travailleurs sur la marche de l'entreprise, il reste lui aussi relatif. Comme l'affirme la brochure publicitaire de l'association des scop : « *La démocratie d'entreprise qui prévaut dans une scop n'est ni l'autogestion ni la sollicitation permanente des salariés.* »

Autrement dit, les scop ne sont pas des îlots de socialisme dans l'océan capitaliste. Elles ne sont pas non plus l'avenir de la classe ouvrière pour échapper à l'exploitation.

## LES COOPÉRATIVES ET LES PREMIERS SOCIALISTES

Les coopératives ouvrières, apparues à la charnière des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, furent l'une des premières réponses des travailleurs pour s'opposer à la concurrence brutale et à la paupérisation dans lesquelles les plongeait l'industrie capitaliste naissante. Elles naquirent des associations d'artisans ou de compagnons qui existaient avant que le capitalisme industriel ne s'étende à de multiples métiers et ne transforme ces artisans en prolétaires, déposés du moindre instrument de production. Cordonniers, ouvriers du bâtiment, mineurs même parfois en Allemagne bien avant la révolution industrielle, formèrent des coopératives d'ouvriers qualifiés qui ne se distinguaient guère des artisans. La création de coopératives de consommation, pour acheter en commun au moindre coût le pain ou l'épicerie, fut quant à elle une réponse aux salaires de misère.

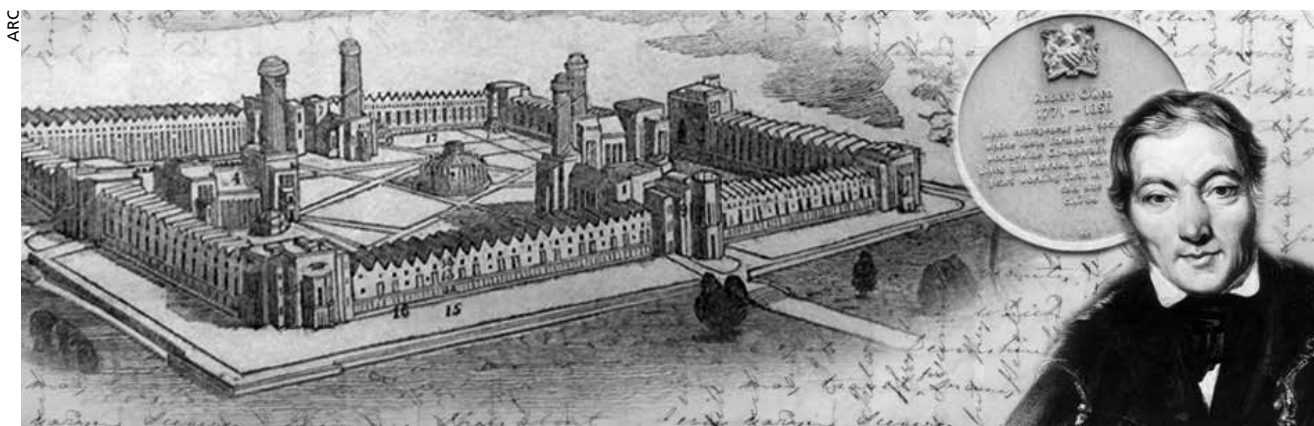
Les premiers socialistes, ceux qu'on appela les socialistes utopiques, virent dans ces coopératives ou ces unions ouvrières les cellules de base des sociétés égalitaires qu'ils imaginaient. Face aux ravages du capitalisme naissant qui réduisait des centaines de milliers d'hommes et de femmes à l'esclavage salarié, les plongeant dans une misère matérielle et morale alors que, par leur travail, ils produisaient toutes les richesses de la société, les socialistes utopiques imaginèrent des sociétés idéales au sein desquelles les producteurs des richesses organiseraient eux-mêmes à la fois la production et la vie sociale.

Charles Fourier imaginait des phalanstères dont les membres seraient propriétaires en commun des moyens de production et toucheraient, de façon égalitaire, un dividende. Il militait pour un travail attractif car va-

rié et dénonçait le système marchand qui fait que « *de l'abondance même naît la misère* ». L'un de ses disciples, Jean-Baptiste Godin, mi-socialiste mi-patron paternaliste, fonda en 1858 le Familistère de Guise, dans l'Aisne, qui devint une coopérative de production où plusieurs centaines d'ouvriers, avec leurs familles, produisaient des poêles en fonte tout en disposant de logements fonctionnels, d'un accès à la culture, à l'hygiène, à l'éducation pour leurs enfants. Ils disposaient de magasins coopératifs, les économats.

Henri de Saint-Simon opposait quant à lui la nation des « producteurs » (selon lui, les ouvriers... et les patrons) à celle des « oisifs » (les rentiers). Il fit de nombreux émules. Parmi eux Philippe Buchez, qui publia en 1831 un précis destiné aux ouvriers qui voulaient fonder des coopératives. Buchez voyait dans la création de coopératives, y compris avec l'aide de l'État – c'était alors la monarchie de Louis-Philippe –, un moyen pour les ouvriers de s'émanciper. Flora Tristan, socialiste et féministe, proposait aux ouvriers de se rassembler dans une organisation unitaire où le travail serait réglé et contrôlé en détail par les travailleurs eux-mêmes.

Bien d'autres socialistes utopiques ne se contentèrent pas d'imaginer des sociétés idéales. Ils s'attelèrent à en construire. Dans les années 1840 et 1850, Étienne Cabet ne fonda pas moins de sept communautés aux États-Unis, des Icaries qui ne durèrent guère. Robert Owen fut sans doute le plus conséquent des socialistes utopiques. Comme directeur et administrateur de la filature de New Lanark en Écosse dans les toutes premières années du 19<sup>e</sup> siècle, Owen avait mis en place autour de l'usine un système de logements corrects, de magasins coopératifs et surtout une école qui permettait aux enfants



Robert Owen et le projet de New Harmony en Indiana (États-Unis) lancé en 1825.

d'ouvriers, au travail dès l'âge de 10 ou 12 ans, de s'éveiller et se cultiver. S'appuyant sur cet exemple vivant, Owen milita, largement en vain, pour que la loi impose la réduction de la journée de travail, s'attaque au paupérisme et retarde le travail des enfants. Dès 1817, il défendit le slogan : « Huit heures de travail, huit heures de loisirs, huit heures de repos. »

La filature de New Lanark restait une entreprise capitaliste, avec des actionnaires. Par bien des aspects, Owen restait un patron paternaliste bienveillant. Cela lui déplaisant, il fonda deux communautés « communistes », l'une, New Harmony, en 1825 dans l'Indiana aux États-Unis et l'autre, Harmony Hall, en 1839 dans le sud de l'Angleterre. Elles étaient basées sur les leçons qu'il avait tirées de New Lanark, accordant une large place à la vie collective et à l'éducation des enfants et partageant les bénéfices du travail commun entre tous.

Ces tentatives d'Owen, comme celles de Cabet ou d'autres, parfois fondées aux États-Unis par des membres de sectes religieuses fuyant les persécutions, furent finalement des échecs. Mais elles marquèrent une nouvelle génération d'intellectuels qui se tournaient vers les idées socialistes. Elles marquèrent le jeune Friedrich Engels qui, en 1845, analysa leur fonctionnement dans un article intitulé « Description des colonies communistes ». Il en tirait comme

conclusion que la communauté des biens, défendue par les communistes, n'était pas une utopie mais une réalité vivante.

### LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE ET LES LIMITES DES COOPÉRATIVES

Héritiers des socialistes utopiques, Engels et Marx allaient, à travers le *Manifeste du parti communiste*, montrer comment le développement du capitalisme lui-même, son extension à tous les domaines de productions et à tous les pays, rendaient nécessaires la prise du pouvoir politique par le prolétariat, l'expropriation de la bourgeoisie et la collectivisation de tous les moyens de production. Pour Marx et Engels, les communautés socialistes comme les coopératives ouvrières n'étaient pas la solution, mais elles montraient la capacité de la classe ouvrière à organiser elle-même sa vie, la production des richesses, et finalement la supériorité du collectivisme sur la propriété privée.

Dans le manifeste inaugural de l'Association internationale des travailleurs (AIT), en 1864, Marx affirmait que le « mouvement coopératif, et spécialement celui des manufactures coopératives érigées par les efforts spontanés de quelques mains hardies [est] une victoire de l'économie politique du travail sur celle de la propriété ». Il ajoutait : « Ce n'est

pas par des arguments, mais par des actions, qu'ils ont prouvé que la production sur une grande échelle [...] peut être exercée sans l'existence de la classe de maîtres employant celle des manœuvres ; que les moyens du travail, pour porter leur fruit, n'ont pas besoin d'être monopolisés ni détournés en moyens de domination et d'exploitation contre le travailleur. »

La question des coopératives fut longuement discutée au sein de l'AIT. Celle-ci regroupait des militants ouvriers aux idées politiques variées, parfois confuses, mais qui avaient comme point commun fondamental la conviction que la classe ouvrière avait des intérêts tant politiques qu'économiques opposés à ceux de la bourgeoisie à laquelle elle devait arracher le pouvoir politique. Marx et Engels s'attelèrent à former politiquement les délégués et les militants ouvriers qui avaient une influence sur des organisations ouvrières réellement implantées. Or, si les coopératives étaient une première riposte de la classe ouvrière naissante face à son exploitation et un moyen de s'organiser contre la concurrence, si elles représentaient une démarche tâtonnante pour éliminer le salariat, elles ne permettaient pas à la classe ouvrière d'arracher à la classe capitaliste dans son ensemble ni la propriété sur les moyens de production, ni le pouvoir politique.

Préparant le congrès de l'AIT à Genève, en 1866, Marx écri-

vait : « Nous reconnaissons le travail coopératif comme une des forces transformatrices de l'actuelle société. Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital peut être supplanté par l'association de producteurs libres et égaux. » Mais il ajoutait aussitôt : « Le système coopératif, restreint aux formes minuscules issues des efforts individuels des esclaves salariés, est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, il faut des changements dans les conditions générales de la société, qui ne peuvent être réalisés que par le moyen de la puissance organisée de la société – le pouvoir d'État arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, et transféré aux mains des producteurs eux-mêmes. »

Pour Marx, les coopératives ouvrières ne pouvaient s'épanouir réellement que si le pouvoir politique était conquis par la classe ouvrière. L'objectif prioritaire des travailleurs devait être la conquête du pouvoir politique. Marx et Engels ne cessèrent de revenir sur cette question. Ils combattirent sans relâche les intellectuels et les socialistes qui, comme Proudhon et ses émules anarchistes, prônaient la création d'associations de producteurs, paysans ou artisans, de mutuelles et de coopératives comme réponse à l'exploitation dans les bagnes industriels, mais détournaient la classe ouvrière du combat pour s'organiser et se renforcer politiquement en vue d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie.

S'ils rendirent hommage aux coopératives mises en place sous la Commune de Paris, c'est parce qu'elles étaient une réponse de la classe ouvrière, pour remettre en route l'appareil productif abandonné par les patrons ayant fui Paris pour

Versailles. Pendant la Commune de Paris, le pouvoir d'État était, ne serait-ce que provisoirement, entre les mains des travailleurs et des classes populaires, et ces coopératives étaient une forme élémentaire de collectivisation de la production.

En revanche, en 1875, Marx et Engels firent une sévère critique du projet de programme du Parti social-démocrate allemand discuté lors du congrès de Gotha. Ce programme prônait « l'établissement de coopératives de production avec l'aide de l'État, sous le contrôle du peuple travailleur. Les coopératives de production doivent être suscitées dans l'industrie et l'agriculture avec une telle ampleur que l'organisation socialiste en résulte. » Pour Marx et Engels, attendre l'aide de l'État (c'est-à-dire de l'État bourgeois) pour établir des coopératives de production, revenait à « croire qu'on peut construire une société nouvelle à l'aide de subventions de l'État ! » Ils reprochaient à ce programme de revenir « aux recettes prescrites par Buchez sous Louis-Philippe », autrement dit aux coopératives, et ils ajoutaient : « Les sociétés coopératives actuelles n'ont de valeur qu'autant qu'elles sont des créations indépendantes des travailleurs et ne sont protégées ni par les gouvernements ni par les bourgeois. »

### LES COOPÉRATIVES SONT SOLUBLES DANS L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

Et de fait, les coopératives ont trouvé sans difficulté leur place dans l'économie capitaliste. Si certaines furent fondées par des socialistes utopiques, nombre de leurs héritiers devinrent des entrepreneurs bourgeois. C'est un saint-simonien qui fonda le Crédit lyonnais et un autre qui fonda la compagnie du canal de Suez. Aujourd'hui, en France, de grandes banques comme le Crédit agricole, le Crédit mutuel, la Caisse d'épargne et la Banque

populaire sont des coopératives même si ce ne sont pas des scop. Tout comme Système U dans la grande distribution ou Sodial (Candia, Yoplait, Nactalia...) dans le secteur laitier. Ces sociétés, parfaitement intégrées au sein de l'économie capitaliste, doivent leur statut de coopératives à leurs lointaines origines modestes. Les coopératives sont finalement devenues un moyen de collecter des fonds épars pour les transformer en capital disponible.

Au sein des entreprises capitalistes elles-mêmes, la forme prise par le capital s'est diversifiée. Le développement de l'industrie exigeant des capitaux toujours plus grands, la propriété privée d'un seul capitaliste ou de sa famille a laissé la place à des sociétés par actions détenues par une multitude d'actionnaires. La bourgeoisie a généralisé le recours au crédit. En versant un intérêt à leurs créanciers, les principaux actionnaires leur cèdent une fraction de la plus-value tout en conservant le contrôle de leur société. La bourgeoisie a même inventé l'actionnariat salarié sans que les travailleurs aient la moindre prise sur les décisions de l'entreprise. Dans de nombreuses sociétés, les « actionnaires de référence » ou les « actionnaires historiques » ne possèdent qu'un faible pourcentage des capitaux tout en étant les seuls véritables patrons.

C'est l'une des contradictions fondamentales du capitalisme : le capital, tout comme les moyens de production eux-mêmes, deviennent de plus en plus sociaux, de plus en plus collectifs, mais le premier comme les seconds restent la propriété privée des actionnaires et, en réalité, la propriété des actionnaires principaux. Les coopératives sont une forme de mutualisation du capital sans que leur existence change rien au fonctionnement général de l'économie capitaliste. Les coopératives restent

soumises au marché capitaliste, à la concurrence, à la loi du profit et à ses exigences de rentabilité.

La bourgeoisie n'a pas besoin de posséder tous les moyens de production, ni de les posséder entièrement. En possédant, totalement ou partiellement, les principaux groupes mondiaux dans la plupart des secteurs industriels, et surtout les grandes banques d'affaires au cœur de l'économie mondiale, la bourgeoisie domine cette économie en lui infligeant soubresauts et convulsions.

Elle dispose de la puissance des appareils d'État pour exercer sa dictature sur la société. Les lois, les tribunaux, les forces de police sont conçus pour défendre le droit bourgeois, c'est-

à-dire les patrons contre les ouvriers, les riches contre les pauvres, Total plutôt que les victimes de l'explosion d'AZF, les dirigeants d'Air France chahutés plutôt que les salariés victimes de leur plan de licenciement, les propriétaires d'une entreprise plutôt que ceux qui la font tourner. C'est tout cela qui permet à la bourgeoisie d'exercer sa dictature sur la société.

Les travailleurs ne pourront pas se débarrasser des actionnaires et des financiers, sangsues insatiables qui pompent toutes les richesses créées par travailleurs, sans prendre le pouvoir politique, c'est-à-dire sans renverser cet appareil d'État bourgeois pour le remplacer par leur propre pouvoir.

Ils ne pourront pas le faire graduellement en développant une économie parallèle séparée de l'économie capitaliste et confinée à des secteurs marginaux.

Pour reprendre la formulation de Marx et Engels dans le *Manifeste du parti communiste*, « le prolétariat doit s'ériger par la révolution en classe dominante » et « comme classe dominante il doit détruire l'ancien régime de production ». C'est ce programme, celui que s'étaient approprié les militants socialistes puis communistes des deuxième et troisième Internationales, que doivent propager et populariser les militants du mouvement ouvrier.

18 octobre 2015



Philippe Martinez, secrétaire confédéral de la CGT, venu inaugurer Scop-Ti qui, selon lui, prouve que « l'industrie française a de l'avenir ».



## Quel avenir pour le monde paysan ?

**Des manifestations d'agriculteurs, c'est-à-dire d'exploitants agricoles, protestant contre la détérioration de leur situation économique ont eu lieu au long de cette année 2015, avec un pic au début de l'été. Les éleveurs, cette fois, étaient sur le devant de la scène. Ils protestaient d'abord contre la baisse des prix qui leur était imposée par l'ensemble des intervenants de la filière : abattoirs, laiteries, transformateurs, jusqu'à la grande distribution. La colère des agriculteurs s'est d'abord dirigée contre les grandes surfaces, qui dominent la distribution au travers de leurs centrales d'achat contrôlant près de 80 % du marché. Et dans une moindre mesure, contre les entreprises les plus agressives, celles qui leur achètent le lait et la viande et qui ont jusqu'au bout revendiqué haut et fort leur volonté de baisser leurs prix d'achat au détriment des éleveurs.**

Pour finir, le mouvement de colère de ces agriculteurs, la crainte et le désespoir de certains d'être précipités vers la faillite, ont été récupérés par le syndicat majoritaire, la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles). Celle-ci, à son habitude, a réclamé des baisses de charges et des aides à la modernisation qui, comme toujours, vont bénéficier aux plus gros du secteur et favoriser la disparition des plus petites exploitations. Le gouvernement a donné satisfaction à cette revendication, laissant ainsi les éleveurs entre les mains des coopératives ainsi que des groupes industriels et commerciaux, sans répondre le moins du monde à leur revendication sur le prix d'achat de leur production. Mais même si cette dernière était satisfaite, elle permettrait en fait à certains, aux plus gros, de continuer à faire prospérer leur exploitation, tandis qu'une grande partie des autres aurait seulement les moyens de survivre.

Cela traduit bien toute

l'ambiguïté de ce mouvement, et plus largement la situation de la paysannerie française. Car qu'y a-t-il de commun entre l'éleveur qui possède 80 vaches laitières, placé sous la coupe de sa laiterie coopérative, et le gros céréalier qui possède et exploite 800 hectares ou plus, est administrateur de société agroalimentaire, et dont le travail essentiel est de suivre le cours des produits alimentaires à la Bourse de Chicago pour savoir s'il faut vendre ou stocker sa production ? Au-delà de la différenciation sociale qui a toujours existé au sein de la paysannerie, c'est bien toute la structure de celle-ci qui a été radicalement transformée dans la dernière période au travers d'une intégration toujours plus poussée au marché capitaliste.

### LES RELATIONS COMPLEXES DE LA PAYSANNERIE FRANÇAISE ET DE LA BOURGEOISIE

La Révolution française a permis à la bourgeoisie de s'installer au pouvoir, et

ouvert la voie à son formidable développement ultérieur. Mais cette révolution mobilisa des millions de petits paysans qui avaient soif de terre et exigeaient l'abolition de tous les privilèges. L'alliance avec la classe paysanne révolutionnaire a assis le pouvoir de la bourgeoisie montante. Et en transformant radicalement la propriété dans les campagnes, cela a permis de mener la révolution agraire jusqu'à son terme. Il en résulta l'installation de millions de paysans petits propriétaires à travers tout le pays.

Avant de trouver une stabilité à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, le pays a connu bien des bouleversements et des révolutions où la classe ouvrière a combattu de plus en plus frontalement la bourgeoisie. Lors de la Commune de Paris en 1871, le prolétariat parisien a même mis sur pied son propre pouvoir. À chaque fois la bourgeoisie s'est appuyée sur les campagnes pour contenir cette contestation de plus en plus radicale. Finalement,

après 1871 et la mise sur pied de la Troisième République, la France bourgeoise a passé pour des raisons politiques un pacte tacite avec la paysannerie, en laissant celle-ci vivre sa vie, sans bouleverser la propriété morcelée des campagnes. C'est sur cette base qu'elle a assis sa démocratie parlementaire, jusqu'en 1940 et la fin de la Troisième République. Les campagnes ont fourni les bataillons électoraux des partis bourgeois, avec cette paysannerie attachée à la propriété, dont l'espoir était de la voir grandir toujours plus.

Jusqu'à la fin des années 1950, la France a gardé, comme caractéristique particulière, une paysannerie regroupant encore une part importante de la population, au poids économique conséquent, et comprenant un très grand nombre de petits paysans. Jusqu'au début des années 1960, dans les usines, surtout celles qui pratiquaient le travail en équipe, il n'était pas rare de voir de tout petits paysans partager leur temps entre l'usine et le champ ou la vigne. Encore une fois, la grande bourgeoisie française y avait trouvé son compte, considérant comme un gage de stabilité sociale de laisser relativement en paix les campagnes, de permettre à quelques-uns de prospérer et à beaucoup d'autres de voter. D'autant que l'empire colonial et la surexploitation de ses populations donnaient à l'impérialisme français une certaine marge de manœuvre.

C'est ainsi que, jusqu'à une période assez récente, on n'a pas assisté en France à l'expropriation massive et relativement rapide qu'ont pu connaître les paysans britanniques, ni à la concentration des terres qui avait déjà eu lieu bien auparavant aux États-Unis.

## LE GRAND TOURNANT DE LA PAYSANNERIE

Après la période de reconstruction qui suivit la Deuxième Guerre mondiale, puis la fin de l'empire colonial français, il fallut reconstituer les sources de profits pour la grande bourgeoisie. C'est essentiellement de Gaulle qui se chargea de cette tâche. Revenu au pouvoir en 1958 pour mettre fin à la guerre d'Algérie, il se donna aussi comme objectif la modernisation de l'appareil productif dans tous les domaines au travers d'une politique dirigiste de l'État. Il était bien obligé d'agir de cette façon, car la grande bourgeoisie n'avait aucune envie de risquer ses avoirs dans cette opération, même s'il en allait de son intérêt à long terme. Un plan pour le développement de l'industrie permit l'émergence de grands groupes dans la téléphonie, le pétrole ou la chimie. Un autre plan organisa la transformation

des campagnes. Il s'agissait d'une part d'accompagner et de faciliter le mouvement de pénétration des groupes capitalistes fabricants de tracteurs et machines agricoles, d'engrais fournis par l'industrie, dans les exploitations agricoles; et d'autre part de permettre l'intégration croissante de celles-ci dans le marché, avec un plan parallèle pour qu'émergent de grands groupes de l'agroalimentaire briguant le premier rang européen.

Cette politique eut des conséquences radicales. Le nombre d'exploitations agricoles ne cessa de chuter. En 1955, on comptait encore 2,3 millions d'exploitations agricoles, où travaillaient 6,2 millions d'agriculteurs et de salariés agricoles. Elles regroupaient 31% de l'emploi total du pays. En 1970, 720 000 exploitations agricoles, soit 32% d'entre elles, avaient déjà disparu.

Cela ne passa pas sans réactions. Toutes les années



Manifestation de masse des paysans en 1967 contre la politique agricole.



1960 furent marquées par des manifestations du monde paysan. Sous la poussée de la contestation paysanne, au travers du choix de dirigeants syndicaux agricoles, en particulier en Loire-Atlantique, des actions communes avec les syndicats ouvriers furent organisées dans la première partie des années 1960. Cela déboucha aussi sur la création d'organisations indépendantes, mettant fin à l'unité syndicale dans la paysannerie, qui avait existé après la Libération au sein de la Confédération générale de l'agriculture (CGA) et sa branche syndicale, la FNSEA créée en 1946. En 1959, fut créé le Mouvement de défense des exploitations familiales (Modéf), animé par des communistes et des socialistes, dans les départements du sud et du centre. En Bretagne, les agriculteurs contestataires de la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) mirent la main sur le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), organisation de la mouvance de la CGA et de la FNSEA, qui regroupe depuis 1947 les agriculteurs de moins de 35 ans. La radicalisation prit les formes les plus explosives jusqu'à la fin des années 1960 en Bretagne où sous-préfectures et préfectures durent affronter l'assaut des paysans en colère, en particulier contre la baisse du prix du lait – déjà – et des prix agricoles en général. Cela aboutit à l'emprisonnement de certains leaders paysans. Et malgré la volonté de l'aile progressiste des syndicalistes paysans, ces manifestations s'arrêtèrent avec l'entrée en mouvement du monde ouvrier en mai 1968. La majorité de ces contestataires paysans défendaient, pour sortir de la crise, l'option de la « modernisation » de la paysannerie. Et c'est du monde paysan lui-même qu'allait venir ce qu'on pourrait appeler la cannibalisation de la paysannerie française.

La trajectoire des deux leaders

les plus connus et les plus engagés de la contestation paysanne des années 1960, Alexis Gourvenec et Michel Debatisse, illustre ce phénomène. Après la prison, Gourvenec, issu d'une famille de paysans pauvres, devint dirigeant de coopératives, parmi celles qui allaient imposer aux agriculteurs cette modernisation entraînant la disparition de la majeure partie des exploitations agricoles. Il occupa des postes de responsabilités de plus en plus élevés, pour finir en grand chef d'entreprise, patron de la compagnie maritime Brittany Ferries, dès 1973. Abandonnant le rôle de contestataire, Debatisse, lui, devint en peu de temps le secrétaire général de la FNSEA. Et il appuya tellement cette même modernisation qu'il devint ministre du gouvernement Barre de 1978 à 1981. Il eut ainsi la charge de conduire directement l'offensive contre ceux qu'il était supposé représenter la veille.

Le but de sa politique était d'ouvrir des débouchés supplémentaires aux groupes industriels en débarrassant de ses caractères archaïques l'agriculture française fondée sur la petite exploitation familiale, afin de la rendre compétitive au sens capitaliste. Pour conduire cette opération avec quelques amortisseurs – en l'occurrence, à l'aide de subventions, de financements des productions ou de quotas de production – la France, qui avait le plus grand nombre d'agriculteurs en Europe, obtint la mise sur pied de la Politique agricole commune (PAC) en 1962. La PAC, dont la disparition est désormais programmée et dont le budget n'a cessé de décroître fortement ces dernières années, fut pendant longtemps, en termes de budget, la principale intervention économique de la Communauté économique européenne. Tous les pays s'accordaient sur le but final : mettre sur pied une agriculture nouvelle capable de

rivaliser sur le marché mondial avec celle des États-Unis.

Le résultat fut impressionnant. En 2000, le nombre d'exploitations en France avait été ramené à 663 000 et l'agriculture n'occupait plus que 4,8 % de la population active, avec 1,3 million de personnes. Et en 2010, lors du dernier grand recensement du secteur, le nombre total d'emplois avait chuté à 966 000, dont 155 000 salariés agricoles permanents et 79 000 équivalents temps plein saisonniers. Aujourd'hui on estime qu'il reste 400 000 exploitations ayant une activité véritablement agricole (en excluant les centres hippiques et autres entreprises recensées dans l'activité agricole).

Cette diminution du nombre des exploitations agricoles ne va pas s'arrêter de sitôt. Près du quart des exploitations actuelles ont à leur tête des agriculteurs de plus de soixante ans. Beaucoup d'entre elles sont vouées soit à être intégrées dans des domaines plus importants, soit tout simplement à disparaître.

## DU PAYSAN À L'ENTREPRENEUR

La disparition massive de nombre d'exploitations agricoles s'est accompagnée d'une modification tout aussi radicale de la taille et de la structure de ces exploitations.

On a assisté à une concentration permanente des exploitations. Pendant la seule décennie 2003-2012, la proportion des exploitations de plus de 100 hectares a plus que doublé, passant de 9,4 % du nombre total d'exploitations à 20,7 %. Mais surtout, ces grandes exploitations occupent près de 60 % des terres cultivées du pays. Les grandes exploitations ont aujourd'hui une part prépondérante dans

pratiquement tous les principaux secteurs de l'agriculture. Le nombre des exploitations de moins de 50 hectares, considérées auparavant comme moyennes, a très fortement chuté. Et ce décompte intègre les exploitations de moins de 20 hectares, qui représentent encore 45 % du total recensé et dont beaucoup, n'étant plus viables, risquent de disparaître rapidement.

Enfin, ce qui a sans doute le plus radicalement changé est la forme de l'exploitation agricole. Depuis son origine, le développement capitaliste s'est trouvé confronté au paiement de la rente foncière, qui obligeait les capitalistes à concéder une part du produit de l'exploitation de leurs prolétaires aux propriétaires fonciers. Ils ont toujours considéré cette situation comme une entrave à leur développement, ce qu'elle était. Ce phénomène était encore bien plus important pour les exploitations paysannes que pour l'industrie, avec une proportion de capitaux immobilisés bien plus importante, du fait des surfaces nécessaires à la viabilité des exploitations. Les exploitants capitalistes ont, de longue date, eu recours au fermage qui, à défaut de les libérer de la rente foncière, leur permet d'échapper à une immobilisation excessive de leurs capitaux dans l'achat d'une terre agricole. Eh bien, le développement capitaliste dans les campagnes et la disparition progressive des petits paysans attachés à la propriété de leur terre – ce qu'ils considéraient, à tort, comme leur principale garantie de survie – se sont traduits par la généralisation du fermage.

Aujourd'hui près de 80 % des établissements agricoles sont exploités sous le statut du fermage, c'est-à-dire de la location des terres agricoles. Et ce chiffre ne fait qu'augmenter au fil des ans. Le prix des terres



La grande coopérative laitière, créée pour protéger les éleveurs, est leur pire ennemie aujourd'hui.

agricoles a continué de croître régulièrement. Les agriculteurs qui sont devenus de fait des entrepreneurs ont considéré, comme tous les entrepreneurs, qu'il était antiéconomique d'immobiliser des capitaux pour l'achat de terre. Leurs capitaux, ils les réservent à l'achat de matériels agricoles et à tout ce qui est nécessaire au fonctionnement de leur exploitation. Le coût très élevé de ces matériels nécessite souvent un emprunt, dont le remboursement ainsi que l'amortissement entraînent régulièrement la mise en faillite de certaines exploitations.

Tout aussi naturellement, le développement capitaliste des campagnes a transformé la structure même des exploitations. Déjà en 2010, 147 000 exploitations agricoles n'avaient plus un caractère individuel, mais avaient pris la forme de sociétés. Parmi celles-ci, 79 000 EARL, qui sont le pendant des sociétés anonymes à responsabilité limitée (SARL), dont les propriétaires n'ont que la responsabilité du capital investi. On se trouve donc bien loin de l'image classique du petit paysan ; plus proche est celle du petit patron soucieux de la bonne marche de son entreprise.

Ces chefs de petites entreprises sont sous la coupe des plus gros, les trusts de matériels agricoles, de semences, d'engrais, de produits vétérinaires et de tout ce que nécessite le fonctionnement des exploitations ; et de plus en plus sous celle des banques qui financent leurs emprunts. Ils sont tout aussi dépendants de leurs clients : coopératives, industriels ou grandes surfaces, eux-mêmes contrôlés par des trusts géants.

#### LES PAYSANS VICTIMES, EN PARTIE, DES LEURS

Cette transformation profonde de la paysannerie a été conduite en France par une partie des anciens leaders de la révolte paysanne, qui se sont servis des outils censés protéger les petits agriculteurs de la concurrence déloyale des intermédiaires et des banquiers rapaces. En effet, un des principaux leviers de la concentration des exploitations agricoles fut et reste le mouvement coopératif, qui se présentait pourtant comme voulant protéger les petites exploitations. Non seulement il ne l'a pas fait, mais reste encore le plus agressif contre la masse

des paysans. Les coopératives ont été prises en main de façon naturelle par les plus gros cultivateurs, et se sont toutes transformées en entreprises ayant pour seule motivation d'augmenter leurs profits. Et quoi de mieux pour faire du profit que de se payer en premier lieu sur ses propres adhérents, qui ont l'avantage d'être à portée de main et à la merci de leur propre coopérative ?

Au niveau bancaire, le Crédit agricole, censé être contrôlé par les paysans eux-mêmes et à leur service, s'est transformé en usurier et en agent de la concentration des terres. Grâce à ses bonnes affaires dans les campagnes et sa place de monopole, il a pu prendre son envol et devenir un groupe financier international rivalisant avec les plus grands. Il en a été de même des assurances mises sur pied par le monde agricole.

Quant aux coopératives de production, elles ont permis l'émergence de groupes de l'agroalimentaire, de multinationales. Dans le domaine du lait, la principale coopérative est Sodiaal, qui se partage le marché avec deux groupes privés, Lactalis-Besnier et Danone. Cette coopérative a pris naissance en Bretagne dans les années 1960, pendant le reflux du mouvement paysan et, comme ses partenaires privés, elle se bat aujourd'hui pour imposer un prix du lait à la baisse à ses milliers d'adhérents. Il en est de même pour la Cécab, qui devint le Groupe d'Aucy, du nom de sa marque phare. Cette coopérative fut créée dans des circonstances analogues, au milieu des années 1960, par des paysans bretons. Comme ses consœurs, elle se retrouva au cœur de l'actualité lors de la fermeture des abattoirs Gad et des magouilles financières qui l'ont accompagnée. Ses salariés en ont été victimes, comme ses adhérents, non seulement dans cette filière de la viande, mais tout



Ouvriers du groupe Gad-Cecab-Daucy, victimes, comme les paysans, de la même coopérative.

autant dans celle des légumes. Un secteur où elle occupe une place de premier plan. Et le groupe a fermé des usines et poussé à la faillite ses paysans adhérents qu'attachaient des contrats d'exclusivité avec les usines du groupe.

Et pour finir, il faut évoquer Cooperl Arc Atlantique, qui continue de faire parler d'elle dans la bataille du prix du porc. Née dans les mêmes circonstances que les deux autres, en 1966 à Lamballe (Côtes-d'Armor) par groupement de quelques agriculteurs, cette coopérative, qui a aujourd'hui une place prépondérante dans toute la filière porcine, mène la guerre à ses 2 700 adhérents et à tous les éleveurs de la filière en refusant d'appliquer le prix d'achat minimum du porc

qu'elle s'était engagée à payer quelques mois auparavant. Elle pousse ainsi à la ruine ses propres adhérents.

Il n'y a pas d'issue dans le fonctionnement de ce système capitaliste, il ne peut que créer des entreprises à son image, dans le cadre du marché. Mais, avec leurs 150 000 salariés, parmi les plus exploités, les coopératives regroupent aujourd'hui dans le pays une force ouvrière qui pourrait demain jouer un rôle décisif dans les luttes du monde agricole, sinon au-delà.

## LE MONDE PAYSAN AUJOURD'HUI

La paysannerie française a bien changé depuis 50 ans. Les plus petits se sont battus

pour tenter de survivre. L'État et l'Europe leur ont accordé des aides qui ont atterri dans la poche des plus gros et leur ont permis d'accaparer la majorité des petites exploitations. La surface agricole utile, celle cultivée, regroupe aujourd'hui toujours à peu près la moitié du territoire mais avec 1,9 million d'exploitations agricoles de moins qu'à la fin des années 1950. Une illustration frappante de la domination des gros exploitants est donnée par le principal syndicat de paysans, la FNSEA. Son président, Xavier Beulin, est un capitaliste ordinaire ; il siège dans divers conseils d'administration de grands groupes, et reste propriétaire, en plus, d'une exploitation. Ce n'est ni une nouveauté, ni quelque chose d'inconnu dans le monde paysan.

La paysannerie se répartit, certes, entre de très gros cultivateurs et des plus petits. Mais la quasi-totalité de sa production est intégrée au marché, pas seulement national mais mondial. Les petits éleveurs de la filière porcine, comme les plus gros, furent ainsi paniqués par la fermeture du marché russe, un de leurs gros débouchés. Et à l'occasion des difficultés des abattoirs et des poulets Doux, on a appris qu'une part non négligeable des clients des éleveurs de poulets se trouvait en Arabie saoudite.

D'une façon plus générale, c'est le marché qui donne ses ordres et va jusqu'à dicter et contrôler dans le moindre détail les productions. C'est vrai pour le maïs, irrigué ou pas, le tournesol, le colza. Les grands céréaliers ont leur filière particulière liée aux traders internationaux. Une bonne partie des agriculteurs sont devenus de simples façonniers qui, souvent par contrats avec de grands groupes, se voient attribuer des semences ou des engrais pour les uns, des antibiotiques ou des aliments

préparés pour les autres, et qui, sous le contrôle direct de leurs acheteurs, ont pour seule mission de livrer leur production à la qualité requise par leur donneur d'ordres.

En dehors des plus gros, qui se portent bien et sont de vrais capitalistes, une grosse partie de la paysannerie actuelle se compose d'entrepreneurs, souvent jeunes (pour plus du quart d'entre eux) qui espèrent s'en sortir dans le cadre du système. D'ailleurs, ils ont aujourd'hui un niveau d'études bien supérieur à la moyenne nationale : une grande majorité d'entre eux a fait des études supérieures et a souvent au moins un BTS. Mais le système, dans le secteur agricole comme dans l'industrie, le commerce et les services, ne laisse qu'une part très limitée aux petites entreprises. Les grands groupes leur laissent de quoi se maintenir la tête hors de l'eau, et entendent se réserver, y compris sur leur dos, la part du lion.

Dans ce cadre, il n'y a aucune issue pour la grande masse de la paysannerie. La disparition des exploitations les moins rentables continuera inexorablement : c'est la loi du système, auquel les agriculteurs croient. Réclamer un partage équitable aux grands groupes, aux coopératives, aux industriels ou à la grande distribution ne peut être qu'un vœu pieux, sans effet. Comme tous les capitalistes, ces grands groupes ne comprennent que le rapport de force, et savent que la concurrence les oblige à se montrer impitoyables s'ils ne veulent pas être mangés à leur tour par leurs concurrents.

### LES COMMUNISTES ET LA QUESTION PAYSANNE EN FRANCE

Alors quel avenir pour la paysannerie du pays, et quelle réponse les communistes peuvent-ils apporter à la

détresse d'une bonne partie de la paysannerie ?

Ce que pourrait être la place de la paysannerie dans une société débarrassée de l'exploitation capitaliste n'est pas l'objet de cet article. Marx considérait que l'éparpillement extrême de la propriété en France à son époque, et la possibilité d'en acquérir des parcelles librement, formait un obstacle important à la nationalisation des terres, qu'il considérait comme une étape indispensable. Une étape vers quel avenir plus lointain ? L'avenir de la paysannerie constitue un des aspects de l'avenir de l'organisation sociale dans son ensemble. Rappelons simplement que les marxistes voyaient cet avenir s'organiser autour de la disparition progressive de la différence entre les villes et les campagnes. De quelle manière concrète ? Étendue sur combien de temps ?

Dans une société débarrassée de l'exploitation et de l'anarchie capitaliste, la communauté humaine, maîtrisant enfin sa vie économique, saura trouver le chemin pour que disparaisse une différenciation qui remonte à la révolution néolithique. Disons seulement que le développement capitaliste lui-même, les inventions techniques, le progrès dans les transports et les communications, contiennent les conditions de cette disparition.

Mais nous n'en sommes pas à cette organisation sociale où l'humanité maîtrisera sa vie économique et sociale dont seul le prolétariat est porteur.

Le problème qui se pose en premier lieu est celui de savoir quelle attitude adoptera la paysannerie à l'égard de la perspective dont la classe ouvrière est porteuse : celle de mettre fin à la dictature des grands groupes industriels, financiers et commerciaux par la prise du pouvoir et la mise sur pied d'une société débarrassée de l'exploitation.



Printemps 2015 : des paysans en colère attendent Valls.

Un parti du prolétariat pourra décliner cela au travers de revendications plus adaptées à chaque situation, mais encore faudra-t-il qu'un tel parti existe, c'est-à-dire que le prolétariat existe en tant que classe politique. Or, malheureusement, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Pour pouvoir influencer l'ensemble des autres couches de la société, il faut une renaissance politique de la classe ouvrière au travers la reconstruction d'un parti communiste, avec une classe ouvrière qui occupe le devant la scène et postule à la direction de toute la société. Il n'y a que dans ces circonstances, celles où l'on verrait une classe ouvrière conquérante, que le prolétariat pourra apparaître comme une alternative aux différentes couches sociales intermédiaires et à la partie de la paysannerie qui tente de survivre en montrant la communauté d'intérêt de ceux qui subissent les méfaits des grands trusts.

Évidemment cela peut paraître bien incertain au moment où le mouvement ouvrier n'a plus de représentation politique, plus de parti représentant ses intérêts à court et à long terme. Mais cela peut revenir vite, et c'est la seule issue à ce monde en crise.

Dans le passé, à d'autres

périodes, en France même, le prolétariat est apparu comme cette force sociale qui pouvait entraîner derrière elle la paysannerie et ses couches associées. Ce fut le cas quand le mouvement ouvrier était sous la conduite de révolutionnaires. Avant la guerre de 1914, alors qu'existait une CGT révolutionnaire et un parti socialiste qui se réclamait de la révolution sociale, quand le monde paysan a été soulevé par la révolte des vigneron du Midi, l'alliance s'est faite naturellement entre les paysans révoltés et le monde ouvrier, sous la bannière de ce dernier. Cela a d'ailleurs laissé des traces dans le monde paysan, et tout particulièrement les vigneron, pendant des dizaines d'années. Une partie de ceux-ci se considéraient et étaient toujours considérés par les autres comme des « rouges », sur le plan politique face aux réactionnaires politiques et sociaux.

Ce fut encore le cas en France, quelques années après la Première Guerre mondiale et la Révolution russe, dans un secteur parallèle au monde paysan, celui des marins-pêcheurs qui lui aussi était dominé par les petits patrons propriétaires de leur bateau. Au milieu des années 1920, le jeune

Parti communiste, porteur des espoirs soulevés par la prise du pouvoir par le prolétariat dans le plus grand des pays d'Europe, se retrouva à la tête de la grève des sardinières, ouvrières parmi les plus exploitées, souvent femmes de pêcheurs, qui allait s'étendre sur toute la Bretagne et une bonne partie de la côte atlantique. À travers cette lutte radicale, menée derrière les drapeaux rouges et au son de l'Internationale, le parti qui symbolisait cette alternative possible du pouvoir prolétarien, le Parti communiste, gagna des appuis et un crédit, qu'il garda pendant des décennies.

Le monde paysan laissé à lui-même se retrouve naturellement sous la houlette des plus gros, qui dans une période normale, sont leurs représentants naturels, leur espoir pourrait-on dire. Car un petit patron aspire toujours à devenir gros, s'il le peut. Le monde capitaliste, dans le cadre de son développement en France, a réglé à sa manière la plus grande partie du problème paysan, en transformant les paysans en prolétaires. Mais la classe ouvrière, en reprenant sa place politique, doit pouvoir apporter ses solutions demain à ceux qui souffrent encore aujourd'hui.

Le prolétariat agricole représente aujourd'hui une part très importante du monde paysan. Plus de 250 000 salariés agricoles sont dispersés à travers 400 000 exploitations. Et des centaines de milliers de travailleurs des coopératives, regroupés par centaines dans les usines de l'industrie agroalimentaire et dans les centres de la grande distribution, sont en contact direct avec le monde paysan et pourraient être le lien direct entre le mouvement ouvrier et la paysannerie sous la coupe de ces mêmes groupes. C'est aussi là que réside l'avenir.

20 octobre 2015

# Les brochures du Cercle Léon Trotsky

## AFRIQUE

- **Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC** (n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme** (n° 104, 16 juin 2006)

## MOYEN-ORIENT

- **Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme** (n° 138, 14 novembre 2014)
- **Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1<sup>er</sup> février 2008)

## EUROPE

- **Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine** (n°140, 6 mars 2015)
- **L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter** (n° 136, 11 avril 2014)
- **L'immigration dans l'Europe en crise** (n° 135, 24 janvier 2014)
- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification?** (n° 122, 19 novembre 2010)

## AMÉRIQUE

- **Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis** (n° 105, 24 novembre 2006)

## ASIE

- **Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme** (n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité** (n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement?** (n° 101, 27 janvier 2006)

- **La longue lutte des Noirs américains** (n° 142, 19 juin 2015)



- **Temps de travail, salaires et lutte des classes** (n° 141, 10 avril 2015)

## FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- **Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière** (n° 115, 1<sup>er</sup> trimestre 2009)

## IDÉES/HISTOIRE

- **Développement des sciences et fondements des idées communistes** (n° 139, 23 janvier 2015)
- **Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier** (n°137, 19 septembre 2014)
- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines** (n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement** (n°126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes** (n° 125, 1<sup>er</sup> avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme** (n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **Sport, capitalisme et nationalismes** (n° 120, 18 juin 2010)
- **La décroissance: faire avancer la société à reculons** (n° 117, 10 décembre 2009)

## FRANCE

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

**Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,63 euro par brochure.**

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

# Où trouver Lutte de classe ?

## FRANCE

### PARIS

Le Point du Jour  
58, rue Gay-Lussac, Paris 5<sup>e</sup>  
La Brèche, 27, rue Taine  
Paris 12<sup>e</sup>

### ALBERTVILLE

SNC le Maryland  
106, rue de la République

### ALBI

Maison de la Presse  
Place du Vigan

### ANGERS

Librairie Contact  
3, rue Lenepveu  
Librairie Les Nuits bleues  
21, rue Maillé

### ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier  
28, avenue Gabriel-Péri

### BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle  
95, Grande-Rue

### BOURGES

La Plume du Sarthate  
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

### BREST

La Bouquinerie  
Place Guérin

### CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques  
9, rue de Boigne

### CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet  
5, place du Marché aux poissons

### DIJON

Relais H, quai n° 1  
Gare SNCF de Dijon

### DOLE

La Passerelle  
16 bis, rue de la Sous-préfecture

### GAP

Librairie-papeterie Davagnier  
3, place Jean-Marcellin

### GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza  
18, place Sainte-Claire  
Tabac-presse Le Berriat  
97, cours Berriat

### IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire  
16, rue Gabriel-Péri

### LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons  
21, rue Saint-Nicolas

### LYON 7<sup>e</sup>

Terre des livres  
86, rue de Marseille

### MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps  
35, rue Pavillon, Marseille 1<sup>er</sup>  
Librairie de l'arbre  
13, rue des Trois-Mages

### NANTES

Librairie Vent d'Ouest  
5, place du Bon-Pasteur

### RENNES

Tabac-presse La Civette  
(Centre commercial des Longs  
Champs)

### ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

### SAINT-BRIEUC

Maison de la presse Agora  
13, rue Saint-Guillaume

### TOULON

Kiosque à journaux  
Cours Lafayette - Place Hubac

### VALENCE

Librairie Notre temps  
30, Grande-Rue

## GUADELOUPE

### POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor  
Rue Schoelcher  
Match - Grand Camp

## LA DOMINIQUE

### ROSEAU

Frontline Co-op  
78, Independence street

## HAÏTI

### PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade  
Librairie Phénix  
Lalue 212, en face rue Chrétien

## ALLEMAGNE

### BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse  
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof  
10961 Berlin

## BELGIQUE

### BRUXELLES

Librairie Aurora  
Avenue J.-Volders, 34  
1060 Bruxelles (Saint-Gilles)  
Librairie Joli Mai  
Avenue Paul-Dejaer, 29  
B-1060 Bruxelles

## POLOGNE

### VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa  
im. B. Prusa Sp. Cyw  
Krakowskie przedmieście 7

## SUISSE

### GENÈVE

Librairie du Boulevard  
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

## AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par  
l'Union africaine des travailleurs  
communistes internationalistes  
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du  
Bund Revolutionärer Arbeiter  
Abonnement un an : Allemagne 11 €,  
autres pays 15 €  
Correspondance :  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE

**Lutte ouvrière**  
**Arbeidersstrijd**  
communiste trotskiste  
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd  
Adresse :  
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be>  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance:  
boletinvozobrero@yahoo.es  
APARTADO DE CORREOS - 10210 -  
SEVILLA  
<http://www.vozobrero.org>

## ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois : 13 \$ - un an : 26 \$  
Autres pays, 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
2120  
<http://www.the-spark.net>



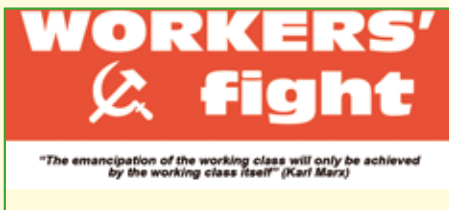
Revue trimestrielle  
publiée par The Spark  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros) : 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros) : 25 \$  
Adresse : PO box 13064, BALTIMORE,  
MARYLAND 21203

## FRANCE



Hebdomadaire trotskyste  
Prix : 1,20 €  
Abonnements : France - DOM TOM,  
six mois : 20 € ; un an : 40 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé :  
nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -  
CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



Mensuel  
Abonnement : écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail : [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



Trimestriel publié par Workers' Fight  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX  
Abonnement 1 an :  
GB £8 - Reste de l'Europe : £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste  
Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € -  
Pli ouvert : 23 €  
Guadeloupe :  
Combat ouvrier - Philippe Anais  
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille -  
97128 GOYAVE  
Martinique :  
Combat Ouvrier - Louis Maugée  
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE  
CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.net>

## HAÏTI



Mensuel révolutionnaire  
internationaliste publié par  
l'Organisation des travailleurs  
révolutionnaires (UCI)  
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI  
e-mail : [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier  
communiste  
via Luigi Ademollo 5/B - 57124 LIVORNO  
- ITALIA  
Abonnement 1 an : 12 €  
<http://www.linernazionale.it> - contact  
e-mail : [l.internazionale@tin.it](mailto:l.internazionale@tin.it)

## TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)  
Mensuel trotskyste  
Correspondance :  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX  
<http://www.sinifmucadelesi.net>

